Michel PICHETTE

professeur associé à l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal
et membre du Groupe de recherche sur les usages et la culture médiatique depuis 2005

(1979)

L'université pour qui ?

Démocratisation du savoir et promotion collective

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Michel Pichette

L'université pour qui ? Démocratisation du savoir et promotion collective.

Montréal : Éditions Nouvelle Optique, 1979, 142 pp. Collection : Matériaux.

Courriel : michel.pichette@gmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5" x 11")

Édition numérique réalisée le 10 décembre 2006 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Michel Pichette

L'université pour qui ? Démocratisation du savoir
et promotion collective.

Montréal : Éditions Nouvelle Optique, 1979, 142 pp. Collection : Matériaux.

Table des matières

[Présentation de l'œuvre et de son auteur](#)

Dédicace

[INTRODUCTION](#)

[Chapitre I : L'Université, les classes populaires et la promotion collective](#)

[L'université est d'abord un lieu de promotion individuelle](#)

[Qui bénéficie de la promotion individuelle ?](#)

[La sélection et le contingentement dans le système scolaire.](#)

[Les tendances actuelles en éducation des adultes](#)

[La promotion individuelle limite la démocratisation de l'Université](#)

[Classes ouvrières et populaires](#)

[Connaissance scientifique et classes sociales.](#)

[Pourquoi la promotion collective ?](#)

[Une pratique éducative spécifique](#) : la promotion collective des classes ouvrières et populaires

1. [Les caractéristiques](#)

2. [Les spécificités](#)

[Les besoins](#)

[Chapitre II : Difficultés et modalités de la promotion collective](#)

[Difficultés et contraintes générales](#)

[Quelles ressources l'Université peut-elle offrir aux classes ouvrières et populaires ?](#)

[Les modalités d'opérationnalisation d'une fonction de service à la collectivité](#)

Chapitre III : Service à la collectivité et promotion culturelle

Diffusion du savoir et présence critique de l'Université

1. Contre l'emprise du système d'information
2. Participer aux grandes problématiques et aux grands débats sociaux
3. Contribuer à l'autonomisation des individus par la promotion culturelle

Conditions de la promotion culturelle

Essai de définition de la promotion culturelle

CONCLUSION GÉNÉRALE

La recherche universitaire et les réalités du milieu

La spécificité de l'intervention universitaire

L'impact du « service à la collectivité » sur l'Université

BIBLIOGRAPHIE

Présentation du livre et de l'auteur

L'Université pour qui ? Démocratisation du savoir et promotion collective

[Retour à la table des matières](#)

Par-delà les politiques d'accessibilité développées au cours de la dernière décennie par les institutions universitaires, le discours que tiennent les classes populaires, à travers leurs organisations propres de promotion collective, constitue une interpellation à laquelle elles ne peuvent continuer à rester sourdes. Les universités et les universitaires pressentent, à juste titre, que cette interpellation véhicule une remise en question des fonctions institutionnelles de la science et de ses productions.

Cet essai s'inscrit dans la ligne de ces dernières considérations. Il cherche à montrer la nécessité pour l'Université d'inscrire la mission de service à la collectivité qu'on lui demande d'ajouter à ces missions traditionnelles d'enseignement et de recherche, dans le sens de la dés-alienation générale des individus et des groupes. Plus précisément, il deviendra de plus en plus nécessaire, d'axer le développement de cette nouvelle mission de service à la collectivité, sur les besoins éducatifs spécifiques que se définissent les classes populaires par l'intermédiaire de leurs associations et organisations diverses de promotion collective. Il y va de la régénération de la production scientifique, et partout, de la qualité de nos vies, dans la mesure où le fait de savoir accroît le pouvoir des hommes sur leurs conditions d'existence individuelles et sociales.

Michel Pichette est né à Montréal en 1943. Il a fait des études de *philosophie* et de sociologie *d'abord* à l'Université de Montréal, puis aux Universités d'Aix-Marseille et de Paris-Vincennes. Il a été professeur au département de *Philosophie* de l'Université du Québec à Montréal. Il est actuellement coordonnateur au développement et à l'éducation permanente au Service *d'Éducation Permanente* de l'Université du Québec à Montréal.

Une première version de cet essai a déjà été publiée par le Service d'éducation permanente de l'Université du Québec à Montréal, à l'automne 1977.

Il est le fruit d'expériences et de réflexions collectives. Il n'aurait pas vu le jour sans les contributions de Michel Lizée, Pierre Gladu, Gilles Coutlée, Louise Bastien, Ginette Savoie, Myriam Lapointe, Diane Ouellet, Francine Mecteau, Anne-Marie Lalonde et Monique Racine du Service d'éducation permanente de l'UQAM.

M.P.

« Ce qui importe dans la lutte contre l'injustice, ce n'est pas seulement d'abattre celle-ci, mais aussi et plutôt de rendre à des hommes démunis par le jugement d'autrui, l'image tonique de leur pleine humanité et la force qui les assure de leur pleine valeur (...) la force (...) l'état de santé qui permet de juger les autres et de se juger soi-même à hauteur d'homme (...) On ne fait pas de révolution pour prendre le pouvoir mais pour délivrer la vie ».

PIERRE VADEBONCOEUR
L'autorité du Peuple,
Québec, Éditions de l'Arc, 1965.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

La Compagnie KODAK doit certainement jubiler depuis que nous avons presque tous été transformés en photographes, en amateurs d'images et en spectateurs. En effet, rien de plus courant aujourd'hui, que de vivre nos vécus et nos aspirations, par image ou personne interposées. Nous ne nous vivons bien souvent qu'au travers les portraits de famille qui nous sont légués et au travers les pellicules que nous ramenons de nos excursions et de nos vacances. Et lorsque nous cessons d'être photographes, nous allumons la télévision et la radio, lisons la presse et les illustres ou encore écoutons parler de nous et pour nous ces leaders multiples qui, du savant au politicien, au technocrate et à l'enseignant, nous montrent qui nous sommes, comment nous devons vivre et pourquoi nous existons. À force de tolérer que d'autres, maîtres du verbe et de la parole, lisent et interprètent l'histoire à notre place, nous avons fini par désapprendre les moyens de l'écrire nous-mêmes et de la connaître. Nous vivons par appareils, intelligences et leaders interposés.

À force de consentir sans mots à la division de plus en plus complexe du travail et des fonctions vitales, nous n'arrivons plus, bien souvent, que sous forme parcellisée devant notre propre vécu qu'il nous faut pourtant tenter quelquefois de rassembler dans la seule unité d'une existence qui ne pourra jamais être, celle-là, prise en charge par un autre.

Lorsque dans un roman, ORWELL annonçait pour 1984 cet univers régi par Big Brother, il ne faisait à bien des égards qu'anticiper le monde dans lequel nous nous étions bel et bien engagés. Nous avons

délégué et, plus encore, nous avons toléré la spoliation de nos facultés les plus vitales : notre force de travail, notre intelligence, notre corps et aujourd'hui, notre vie intérieure. Les leaders, les savants, les spécialistes, les grands propriétaires et contrôleurs de l'économie s'occupent en effet de nous. Nous sommes pris en charge et avec nos cartes plastifiées, nous nous levons chaque matin pour recommencer une autre journée qui ne sera pas encore celle de la réalisation des rêves que nous nous sommes faits pendant notre sommeil ou en regardant le billet de loterie placé quelque part sur le coin de la table. Nous entendons partout chanter la joie de vivre sans trop savoir comment il faudrait faire pour la goûter pendant qu'elle est là. Nous sommes lobotomisés.

Et pourtant, il ne fut jamais autant question d'éducation que pendant la période actuelle. Jamais les populations n'ont été aussi scolarisées qu'elles ne le sont aujourd'hui, à tout le moins, dans les pays dits développés. Plus encore, jamais l'information n'a été autant mise à la portée des populations qu'aujourd'hui. À bien des égards, jamais le langage, la parole, la communication sous toutes leurs formes n'ont connu l'importance sociale qui est la leur aujourd'hui. Et pourtant, jamais il n'y eut autant d'individus sur les listes d'attentes des psychothérapeutes et des directions d'institut de personnalité. Et pourtant, malgré la disparition relativement importante de l'analphabétisme, à tout le moins dans nos sociétés, nous ne parvenons pas à contrer une autre forme d'analphabétisme qui, celle-là, par-delà le BA-BA et le $1 + 1 = 2$, persiste sous la forme d'une incapacité à la critique et à l'autonomie auxquelles est au prise une majorité d'individus devant la complexité des pratiques de vie et de travail ainsi que les manipulations idéologiques dont les media de communication ne sont pas les moindres fabricants. Aujourd'hui, en effet, s'il faut savoir lire, écrire et compter (ce qui, somme toute, est devenu un jeu d'enfant), il faut aussi savoir la différence entre deux panonceaux publicitaires qui nous vendent chacun le bonheur. Il faut aussi savoir qu'à bien des égards, le discours spécialisé du gérontologue qui nous prépare au vieillissement, remplace notre faculté atrophiée de prise en charge de la vie et de son rythme propre. Il faut aussi être en mesure de savoir comment dé-construire l'argumentation savante des ingénieurs qui ont décidé, au nom de la vérité, que ce que nous faisons est normal ou pathologique. Il faut savoir intervenir sur le projet d'aménagement rural ou ur-

bain que d'autres ingénieurs ont conçu dans leurs laboratoires et qu'ils projettent de réaliser avec l'accord et la commandite des milieux économiques et politiques, soi-disant pour notre plus grand bien. Il faut aujourd'hui savoir la différence entre les discours qui proclament les droits de la personne pour justifier l'abolition des prérogatives des pouvoirs publics et laisser libre cours à l'exercice des lois de la jungle capitaliste et ce que sont les conditions concrètes, individuelles et sociales qui rendent possible la désaliénation. Être alphabétisé, aujourd'hui, c'est aussi pouvoir discerner la vérité entre l'argumentation du professeur d'économie de telle université payé par l'État pour construire l'argumentation technique de sa prochaine politique de négociation dans la Fonction publique et celle de cet autre économiste universitaire commandité cette fois par le syndicat des employés impliqués dans la même négociation. Enfin, être alphabétisé dans la conjoncture québécoise actuelle, c'est être en mesure de comprendre et d'agir à l'égard de la « question nationale » en pouvant déceler ce qui est démagogie et manipulation dans les discours savants et hauts en couleurs que nous débitent politiciens et idéologues à partir des directives émises par leurs machines à stratégies. Être alphabétisé aujourd'hui, c'est savoir être ce que nous sommes, par-delà les machines multiples, qui par la force de leurs pouvoirs de persuasion, nous ont désappris la responsabilité ultime que nous avons de nos existences propres. Est proclamé fou, aujourd'hui, celle ou celui qui ose affirmer « je suis ce que je suis » même si cette déclaration n'est pas la négation des rapports sociaux qui constituent son être.

Nous avons vaincu l'analphabétisme pour en créer un autre, plus insidieux peut-être, qui par delà nos corps et nos cerveaux spécialisés pour l'accomplissement des rituels de la vie et du travail, fait de nous des êtres incapables de contrer le sort de Prométhée.

Mais alors, que signifient ces discours que depuis quelques années nous entendons sur l'éducation permanente ? Quel sens donner à ces études nombreuses, qui de l'OCDE à l'UNESCO, en passant par les officines gouvernementales, économiques et professionnelles de chaque société dite développée, nous invitent tout à la fois à réduire les budgets affectés à l'éducation tout en proclamant par ailleurs l'urgence et la nécessité de mettre l'École et l'Université davantage au service du milieu et de la collectivité ? Que signifient tous ces discours qui, sous

le couvert de la démocratisation et de l'apprentissage à être, prescrivent à l'École et à l'Université des politiques d'enseignements et de recherches dont on dit qu'elles doivent avoir une approche écologique et davantage rivée aux besoins des individus et du milieu, de même qu'au service de la collectivité ?

La réponse ici n'est pas simple et d'aucune façon je ne veux prétendre à l'exhaustivité. La réponse à pareille question est en effet déterminée par les directions dans lesquelles l'on écoute, observe et entend. Il m'apparaît, toutefois, utile de relever ici deux types possibles d'explications.

D'une part, l'on constate que malgré le phénomène de massification de la scolarisation auquel on assiste depuis une quinzaine d'années, l'École, pas plus que l'Université, ne semblent aujourd'hui être en mesure de répondre aux besoins des milieux extra-scolaires de production de la reproduction économique et sociale. Le marché du travail n'est plus, en effet, en mesure d'absorber la main-d'œuvre manuelle et intellectuelle qualifiée dont il y a peu de temps il avait besoin. C'est ainsi qu'il est devenu relativement faux d'affirmer comme on l'a déjà fait au Québec « qui s'instruit s'enrichit ». Le marché du travail aujourd'hui est en passe d'être au prise avec un chômage qui touche maintenant ceux qui sont fortement scolarisés comme ceux qui le sont moins. Aussi, ce même milieu commence-t-il à réclamer que l'École et l'Université prennent en charge les besoins variés de spécialisation que génèrent les conditions d'obsolescence des savoir-faire et des connaissances produites par la conjoncture économique nationale et internationale actuelle. L'on demande ainsi à l'appareil scolaire de spécialiser les étudiants juste assez pour qu'ils puissent accomplir une tâche parcellaire que quelques années plus tard ils pourront abandonner en retournant à l'École ou à l'Université pour chercher une autre spécialisation déterminée à ce moment-là par les besoins conjoncturels du marché, de l'économie et de la société. Autrement dit, les milieux économiques et professionnels considèrent que maintenant l'École et l'Université, pour justifier les coûts socio-économiques qui leur sont encore consentis, doivent rationaliser leur développement en fonction directe des besoins conjoncturels du développement de l'économie. En ce sens, l'on peut comprendre, par exemple, pourquoi l'enseignement de la philosophie ou la persistance d'un secteur de forma-

tion générale aux effectifs trop nombreux dans les Cegeps apparaissent comme une réalité à corriger. Le marché du travail et la conjoncture socio-économique globale ne veut plus absorber autant qu'ils ont pu le faire depuis quelques années, des diplômés dont le savoir-faire n'a pas de répondant direct. Aujourd'hui, où même le travail intellectuel est spécialisé et parcellisé, on n'a plus besoin de généralistes « qui ont une vue d'ensemble » ailleurs que dans les rares postes hiérarchiques de direction des entreprises ou des institutions. Aussi, lorsque ces milieux réclament, à travers leurs porte-parole que sont l'OCDE, les gouvernements et les corporations professionnelles, que l'École et l'Université se mettent au service du milieu et la collectivité, il faut entendre des appels économicistes et fonctionnels dont les corollaires sont inscrits dans les lois actuelles de développement (le la machine économique et sociale aux plans régional, national et international. Le service au milieu ou à la collectivité, pour ces derniers, signifie l'adaptation et l'intégration des programmes scolaires et universitaires aux besoins des machines dont ils sont les contrôleurs. Aussi, ces mêmes milieux, dont il n'est pas besoin de souligner ici l'importance stratégique et politique, commencent-ils d'exiger de l'École et de l'Université, qu'elles prennent davantage en charge leurs besoins. Et le dilemme qu'ils leur posent, est celui de choisir entre une formation pratique et un « perfectionnement » donné à l'intérieur même de l'entreprise ou de l'institution en hypothéquant ainsi une partie de l'argent distribué par l'État à l'appareil scolaire ou bien l'ajustement de ce dernier à leurs besoins. Autrement dit, faudra-t-il confier la fonction de formation et de spécialisation professionnelle jusqu'ici dévolue à l'École, à l'Entreprise, ou bien l'École réussira-t-elle à conserver ses prérogatives tout en tenant davantage compte des besoins changeants et souvent impossibles à prévoir des milieux économiques et professionnels ? Voilà l'un des discours que sous-tend le projet global d'éducation permanente et, plus spécifiquement, celui qui, depuis quelques temps, invite l'École et l'Université à se lier davantage aux besoins du milieu ou de la collectivité.

Mais il y a un autre « discours » qui, sans nécessairement nier complètement le premier, fait référence à des préoccupations d'un autre ordre. C'est le discours, plus sourd, de celles et de ceux dont on peut dire qu'ils continuent d'être les laisser-pour-compte du pouvoir de la parole, de la technique, de la science et de la critique. Ces derniers

constituent l'ensemble de la main-d'oeuvre dont le monde des contrôleurs économiques, idéologiques et sociaux réclame que l'éducation, la formation et la spécialisation correspondent aux besoins fonctionnels de ses machines. Ces derniers appartiennent aux classes ouvrières et populaires. Pour eux, qui ne contrôlent pas le développement de l'histoire sociale, non seulement l'École ne réussit pas encore à intégrer leurs propres problématiques de vie et leurs aspirations, mais plus encore, l'Université continue de leur être inaccessible. Leur sont inaccessibles tous les moyens qui rendent possibles l'appropriation des informations et des outils de connaissance pertinents à la prise en charge de leur vie individuelle et collective dans le sens de leurs propres besoins et de leurs intérêts. Pour ces derniers, plus encore que pour celles et ceux qui ont accès à l'Université, l'instrumentation vitale que procure le développement des capacités cognitives et critiques n'est pas possible dans l'état actuel de la pratique universitaire. Pendant ce temps, l'Université et tout l'appareil scolaire prêtent une oreille plus attentive aux appels économistes et fonctionnels qui leur sont adressés. Ils continuent d'ignorer l'appel des classes populaires en vertu d'une longue histoire qui leur a fait contracter des alliances avec les milieux dirigeants déjà privilégiés quant à l'appropriation des capacités que confèrent le développement de la parole, des outils et des connaissances scientifiques.

Au-delà des beaux discours et des politiques généreuses que nous avons pu développer dans le champ scolaire et universitaire ces dernières années, le discours que tiennent les classes populaires, à travers leurs organisations propres de promotion collective, constitue une interpellation à laquelle nous ne pouvons continuer à rester sourds. Dit bien clairement, il nous faut faire le constat que nous ne pouvons confiner plus longtemps le pouvoir de savoir et du savoir entre les seules mains des classes dirigeantes de la société. Si pendant longtemps nous avons expliqué cette injustice en recourant à de savantes arguties sur le talent ou le mérite, cela ne peut plus résister aujourd'hui à l'observation de la réalité. L'appel des classes populaires et de leurs organisations nous contraignent, dans l'École et plus spécifiquement encore, dans l'Université, à la critique de nos pratiques de même qu'à l'autocritique. Et cette opération doit d'abord passer par la remise en question des alliances privilégiées que nous continuons de maintenir malheu-

reusement dans l'inconscience bien souvent, avec les milieux et collectivités qui contrôlent l'histoire sociale et humaine.

Ce qu'il faut ajouter ici, c'est que l'appel lancé par les classes populaires à l'École et plus particulièrement à l'Université, véhicule une remise en question des fonctions institutionnelles de la science et de ses productions qui, à plusieurs égards, déborde le champ exclusif de leurs besoins et de leurs intérêts propres. Ce que les classes populaires signalent à l'Université et aux idéologues, aux spécialistes et aux producteurs scientifiques, c'est l'impossibilité de prétendre à la vérité quand cette dernière n'est pas produite en présence de toutes les contradictions qui constituent le tissu vivant de la vie individuelle et sociale.

Le présent essai s'inscrit dans la ligne de ces dernières considérations. Il cherche à montrer comment il est urgent aujourd'hui d'introduire la critique et l'autocritique dans la pratique scolaire et scientifique spécifique des universitaires. Il cherche à montrer la nécessité, pour l'Université, d'inscrire la mission de service à la collectivité qu'on lui demande d'ajouter à ces missions traditionnelles d'enseignement et de recherche, dans le sens de la désaliénation générale des individus et de leurs vécus. Mais plus précisément, le présent essai veut démontrer la nécessité, sans exclusive, d'axer la priorité du développement de cette nouvelle « mission de service à la collectivité » sur les besoins « éducatifs » spécifiques que se définissent les classes populaires au travers leurs associations et organisations diverses de promotion collective. Il y va de la régénération de la production scientifique et par tant, de la qualité de nos vies, dans la mesure où le l'ait de savoir accroît le pouvoir des humains sur leurs conditions d'existences individuelles et sociales.

L'activité intellectuelle et ses corollaires : le savoir, la prise de conscience, l'action, le travail théorique et scientifique, la création et l'invention sont aussi indispensables et incorporés à l'existence de chaque humain que l'est le sang dans tout organisme vivant. L'objectivation, l'abstraction, la comparaison et la critique constituent des outils indispensables et liés à la vie individuelle et collective. Il n'y a pas de vie possible sans l'activité intellectuelle et scientifique. Être privé de cette capacité fondamentale, c'est vivre atrophié et, ce qui est plus grave

encore, c'est être voué à la dépendance et à l'impossibilité d'intervenir de façon déterminante sur la production, la reproduction et la transformation qualitative des conditions et des formes d'existence humaine et sociale. Rappeler cette vérité, c'est dire combien les pratiques scientifiques et culturelles, de même que les pratiques d'éducation et de communication sont déterminantes et fondamentales pour la vie humaine et sociale. Qu'il soit sourd, muet ou aveugle, l'humain ne peut souffrir d'être privé d'aucune façon de la parole qui lui permet de donner un sens à sa vie et à son action. Or, nous vivons aujourd'hui une réalité où non seulement la parole mais aussi ses virtualités passent exclusivement par le sanctionnement du lexique de l'École, des media de communication et de l'Université.

Il importe que ce lexique s'ouvre aux contradictions concrètes de la vie si l'on veut un tant soit peu dépasser nos aliénations présentes. Pour ce faire, il convient de prendre les moyens qui en rendront l'appropriation non exclusive aux mêmes privilégiés. De plus, l'Université comme l'École ne peuvent prétendre à la scientificité et à la pédagogie si elles ne sont pas en permanence des lieux où l'apprentissage et la découverte procèdent d'une dynamique où se rencontrent des contradictions.

Pour savoir, il faut aller parmi le monde... Pour ce faire, l'Université se doit de contracter de nouvelles alliances sociales. C'est une invitation qu'il faudrait aussi adresser aux Cégeps et à tous les appareils qui produisent et contrôlent aujourd'hui la parole et la communication.

L'Université pour qui ?

Chapitre I

Classes populaires et Promotion collective

« ... on ne peut nier que l'éducation a la force d'un instrument. Or cette force disparaît si on veut l'exercer sans tenir compte des conditions du milieu. C'est-à-dire que, isolée, l'éducation est stérile parce que, par le fait même qu'elle soit « isolée », elle ne peut déjà être un objet valable. Aussi, si elle persiste à ne pas correspondre à la dynamique des autres forces de transformations des structures environnantes, elle devient un simple ornement et, encore une fois, inutilisable comme outil. »

FREIRE, PAULO,
L'éducation : pratique de la liberté,
Paris, éditions du Cerf, 1971, p. 92.

[Retour à la table des matières](#)

L'Université est d'abord un lieu de promotion individuelle

« Le talent est une création de la société bien plus qu'un don de la nature... La mesure de comparaison des capacités n'existe pas ; l'inégalité des talents n'est même, sous des conditions égales de développement, que la spécialité des talents. »

PROUDHON, E., *Justice et Liberté*,
Paris, P.U.F., 1962, p. 174.

[Retour à la table des matières](#)

L'Université répond aux demandes sociales par la production de programmes de formation et de perfectionnement professionnels et techniques, par la réunion des ressources humaines, scientifiques et matérielles adéquates à la réalisation de cette tâche. Ce qui la caractérise à ce niveau, c'est la nature du processus par lequel sont atteints les objectifs de formation initiale et de perfectionnement qu'elle poursuit : à savoir, le processus de la promotion individuelle. C'est en effet par le processus de la qualification (diplômes) des individus (des capacités individuelles) que l'Université s'acquitte principalement de sa mission sociale.

Autrement dit, l'Université répond à des besoins sociaux par la voie de la formation et du perfectionnement d'individus sélectionnés par elle en vertu de leurs capacités théoriques et pratiques à atteindre une performance optimale dans le ou les programmes offerts par elle mais choisis par eux. Le diplôme terminal vient sanctionner la qualité d'une démarche individuelle et constitue pour les individus un moyen d'accès (théorique) au marché de l'emploi de même qu'un moyen de promotion sociale.

La promotion individuelle est la manifestation la plus tangible de l'agir universitaire. Dans la quotidienneté et pour le commun des mortels, « s'instruire c'est s'enrichir » et l'Université constitue à ce chapitre un outil de promotion des individus pris un a un. Les individus ainsi promus deviennent par la suite, du moins c'est généralement le cas encore, un investissement productif pour l'ensemble de la société. Le nombre des diplômés constitue à ce jour l'une des contributions sociales majeures de l'Université. La comptabilisation des diplômes de 1er, 2e et 3e cycles décernés par les universités ne constitue-t-elle pas encore un moyen d'évaluer la productivité quand ce n'est pas la qualité du travail universitaire ?

Il faut analyser de plus près ce processus de la promotion individuelle pour en cerner la réalité et aussi les limites.

La pratique de la promotion individuelle entraîne des effets qualitatifs importants sur l'ensemble des activités d'enseignement et de recherche de l'Université. En fonctionnant sur le mode de la promotion individuelle, l'Université détermine la façon par laquelle elle met les ressources de la science et de la technique au service de la collectivité. Elle circonscrit la catégorie sociale de ceux à qui elle en fait principalement profiter et détermine par la même occasion les formes de son ouverture/ fermeture aux objets et réalités de connaissance, de recherche et d'enseignement. En effet, la promotion individuelle détermine les modalités de l'accessibilité à l'enseignement supérieur. D'autre part, elle contraint l'Université à ajuster ses programmes de formation initiale et de perfectionnement à un marché de l'emploi qui rend possible la concrétisation, en terme de revenu, de statut hiérarchique et social, la promotion individuelle que vient y chercher l'étudiant. L'Université se trouve ainsi contrainte, si elle veut être congruente, de tenir compte des avis des différents milieux professionnels et spécialisés extérieurs dans l'élaboration de ses programmes.

L'Université est placée à une croisée de chemins où se rencontrent des besoins complémentaires mais socialement unilatéraux : pour être pertinents, les programmes et activités universitaires doivent être en congruence avec les besoins des milieux socio-économiques dans lesquels les étudiants qu'elle forme s'en iront par la suite travailler. Or, ces milieux ont des intérêts et des objectifs qui, pour nécessaires et

utiles qu'ils soient au développement social, desservent de façon générale des grands centres de décision et de contrôle éloignés et souvent inaccessibles à des masses importantes d'autres individus.

Les rapports de proximité qu'entretiennent les universitaires avec ces milieux et leurs demandes ont pour conséquence de déterminer le choix des objets de connaissances et de recherches, les contenus d'enseignement ainsi que la nature des spécialisations pour lesquelles ils développent leurs compétences. Il s'ensuit que des champs de réalités et de problématiques humaines, sociales, économiques et culturelles ne trouvent jamais de place dans la pratique de l'Université. Il se passe dans le milieu universitaire ce qui se passe ailleurs dans la société : on ajuste les politiques d'accueil et les réponses aux demandes des clients et de ses interlocuteurs. Le résultat n'est pas difficile à voir : les ressources scientifiques, méthodologiques et techniques dont l'Université constitue un réservoir important se trouvent ainsi inutilisées et inutilisables par la masse de celles et de ceux (individus, groupes, organismes) avec lesquels elle n'entretient pas de relations.

Ainsi donc, non seulement l'Université et les universitaires travaillent-ils avec des méthodologies éducatives et pédagogiques inaccessibles aux masses populaires mais de plus, ils n'offrent pas à ces individus, à ces collectivités sociales et à leurs organisations, l'instrumentation scientifique, technique et cognitif dont ils ont besoin, mais de manière fort différente, pour leur propre promotion individuelle et surtout collective.

Qui bénéficie de la promotion individuelle ?

[Retour à la table des matières](#)

On a pris l'habitude de réduire le problème de la démocratisation de l'enseignement en général et de l'Université en particulier à une question d'accessibilité aux diplômes et aux processus divers de la formation initiale et du perfectionnement. Démocratiser est devenu synonyme de l'accroissement du nombre d'individus issus des classes populaires dans l'enseignement supérieur. Si les efforts et les luttes doivent continuer dans cette direction, cela ne doit pas suffire.

En effet, pour avoir accès à l'Université, il faut non seulement avoir eu la possibilité de développer les aptitudes intellectuelles exigées par les enseignements qui y sont dispensés, mais il faut aussi - socialement et culturellement - être en position de reconnaître comme légitime le type spécifique de promotion individuelle généré par le travail académique et scientifique universitaire. L'ensemble des phénomènes liés à l'accessibilité à l'enseignement supérieur est régi par des processus socio-économiques et culturels complexes qui échappent dans une très large mesure aux déterminations des politiques éducatives d'accessibilité qu'adoptent les gouvernements et les universités. Cela ne doit pas nous entraîner dans une interprétation déterministe de l'histoire biographique des individus selon laquelle l'accès à l'Université est automatiquement impossible quand un individu est issu des classes populaires. La réalité n'est pas si simple et la possibilité de choisir est toujours là pour l'individu, en dépit du poids qu'exerce sur lui son contexte biographique et socio-culturel. Cependant une évidence s'impose avec force : l'Université n'est pas fréquentée par les individus appartenant aux classes populaires. Regardons cela de plus près.

Les statistiques québécoises indiquent une croissance fulgurante du taux de fréquentation des institutions universitaires. Ainsi, depuis 1964, le taux de fréquentation du premier cycle universitaire à temps complet par les francophones est passé de 2.0% à 6.4%. ¹ Pour l'ensemble des universités québécoises (francophones et anglophones) les effectifs des étudiants à temps complet et à temps partiel sont passés de 89,309 en 1971-72 à 126,990 en 1975-76. ² Dans son énoncé des stratégies triennales d'allocation des ressources pour le réseau universitaire 1978-1981, le Ministère de l'éducation évalue à 35% l'accroissement des clientèles étudiantes de 1972 à 1975 (inclusivement). ³

¹ ROBILLARD, Michel, Perspective d'évolution des inscriptions à l'Université du Québec, Service de la recherche institutionnelle, Université du Québec, Québec, juillet 1976, page 44 et tableau 8.

² Idem.

³ Ministère de l'éducation, Stratégies triennales d'allocation de ressources pour le réseau universitaire 1978-1981, Québec, pp. 8 et 9.

Ces chiffres indiquent une nette progression des effectifs étudiants universitaires et laissent transpirer l'idée que nous cheminons vers une accessibilité de tous à l'Université. Nous avons en vain tenté d'identifier quel segment de la population avait le plus profité de cette « facilité d'accès. » Ni le Ministère de l'éducation ni le Conseil des Universités n'ont pu alimenter notre recherche en ce sens. Il semble impossible d'obtenir des données sur l'origine et le profil socio-économique des clientèles universitaires et moins encore sur les mutations des profils socio-économiques depuis dix ans. Malgré l'absence de données statistiques pour en établir une preuve mathématique, nous croyons légitime de penser qu'il continue d'exister une inégalité relative d'accès à l'Université qui varie en fonction de l'origine sociale et du milieu de vie. L'Université, ce soi-disant lieu privilégié de promotion sociale, demeure principalement un lieu de promotion individuelle et sociale, pour les classes aisées. S'il arrive qu'elle soit un lieu de promotion individuelle pour les enfants d'origine ouvrière, elle ne constitue pas un instrument de promotion collective pour leur classe sociale.

En l'absence de données exhaustives, nous procéderons à une « preuve par l'absurde. » Nous étudierons d'une part, la sélection et le contingentement qui s'opèrent dans le système scolaire et, d'autre part, les tendances actuelles en éducation des adultes.

La sélection et le contingentement dans le système scolaire.

[Retour à la table des matières](#)

De puissants mécanismes de sélection se sont graduellement installés à l'intérieur du système scolaire depuis le rapport Parent. En effet, au nom d'une rationalité administrative et pédagogique (progrès continu), on distribue les élèves, dès l'élémentaire, en trois catégories : « allégés, réguliers, enrichis ». Ce classement détermine la carrière scolaire de l'étudiant qui va le conduire soit sur le marché du travail dès le secondaire, soit vers le secteur professionnel dont la filière est terminale au CEGEP, soit vers le secteur général qui seul donne accès à l'Université.

Les chiffres nous montrent que les élèves d'origine ouvrière et des milieux populaires partent perdants dans ce système. En utilisant l'échelle Bleiden Mark Roberts 1977, qui est une combinaison de l'occupation du père, de son niveau d'instruction et de son revenu, des chercheurs ⁴ ont établi des corrélations entre le profil socio-économique et le classement en allégé, régulier et enrichi pour la clientèle de la Commission des Écoles Catholiques de Montréal :

À LA C.E.C.M.	ALLÉGÉ	RÉGULIER	ENRICHI
1er groupe	37.4%	26.5%	18.0%
2e groupe	23.7%	26.5%	25.7%
3e groupe	22.1%	21.8%	27.9%
4e groupe	16.8%	25.2%	28.4%

(le premier groupe est un ouvrier qui a une 7e année et qui gagne \$6,000.00 par année. Le quatrième groupe est ! un professionnel gagnant \$20,000.00.)

Les résultats indiquent que les enfants de la classe ouvrière se retrouvent plus particulièrement dans les secteurs « régulier » et « allégé » tandis que plus le profil socio-économique est élevé, plus grande est la probabilité d'être classé dans le secteur « enrichi ».

Les élèves d'origine ouvrière et de milieux populaires partent perdants dans un tel système car ils sont massivement évacués du cheminement scolaire qui leur permettrait d'atteindre le CEGEP général et par le fait même, l'entrée à l'Université. Ces étudiants fréquentent surtout au niveau secondaire le secteur professionnel long et court, caractérisé par un taux élevé d'abandons. Ainsi de 1970 à 1973 à la C.E.C.M., « 40% des étudiants qui pouvaient terminer leur Secondaire V ont abandonné leurs études. Près de la moitié (46%) de ce 40% étaient en professionnel long et court ». ⁵

⁴ CRESPO, Manuel et MICHELANA, Justo, *La relation entre les structures académiques et l'inadaptation scolaire*, à paraître. Cité dans *Nos enfants feront-ils mieux que nous ?*, I.C.E.A., Montréal, 1977.

⁵ C.E.C.M., *L'abandon scolaire au secondaire*, juin 1975, citée dans « *Nos enfants feront-ils mieux que nous ?*, Montréal, I.C.E.A., P. 23.

Pour l'ensemble de la population étudiante québécoise, le rapport Parent prévoyait « un idéal de scolarisation du secondaire au collégial de 48%. Malgré les efforts, le taux actuel de scolarisation est de 27% pour les étudiants de la C.E.C.M. et de 25% pour le niveau provincial ». ⁶ C'est donc dire qu'un enfant sur quatre seulement se rend jusqu'au niveau CEGEP et l'on sait aussi que celui-là a peu de chance de venir d'un milieu défavorisé. La Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) estime « qu'au niveau CEGEP : 64% des étudiants des classes populaires sont inscrits au professionnel alors que 53% des étudiants de classes supérieures sont inscrits au général ». ⁷

Malgré ses efforts de démocratisation, l'Université ne reçoit qu'un faible pourcentage de la clientèle scolaire et de plus, les groupes les plus démunis économiquement en franchissent rarement le seuil.

Les tendances actuelles en éducation des adultes

[Retour à la table des matières](#)

L'augmentation de la clientèle adulte et l'assouplissement des conditions d'admission constituent deux caractéristiques majeures de l'évolution récente du système universitaire québécois.

D'une manière générale l'analyse comparée des profils des étudiants réguliers à temps complet et des étudiants réguliers à temps partiel confirme l'hypothèse que l'admission à temps partiel est un facteur de démocratisation en facilitant l'accès aux ressources universitaires des catégories plus âgées de citoyens et des milieux sociaux moins

⁶ *Rapport G.T.X.* 1975, Direction générale de l'enseignement collégial, Ministère de l'Éducation, Québec, 1975.

⁷ C.E.Q., *École et lutte de classes au Québec*, Québec, mai 1977, p. 28.

scolarisés et à revenu plus faible. ⁸ Toutefois, deux observations atténuent ces propos :

- a) c'est la fonction de perfectionnement professionnel des cadres et des enseignants qui caractérise avant tout l'éducation des adultes dans les universités québécoises. ⁹
- b) si les fils d'ouvriers constituent près de 50% ¹⁰ des étudiants réguliers à temps complet et à temps partiel, les ouvriers eux-mêmes ne constituent pas plus de 1% des étudiants de ces deux dernières catégories.

Ces études datent déjà de quelques années (1971) et nous n'avons pu en identifier de plus récentes. Toutefois, l'analyse des clientèles adultes actuelles confirment que la majorité des effectifs se concentrent encore dans les secteurs de l'administration et de l'enseignement ¹¹.

Bien que les pratiques universitaires de l'éducation des adultes manifestent des signes de démocratisation, elles sont encore loin de permettre une réelle égalité d'accès aux ressources de l'enseignement supérieur et elles constituent généralement un facteur de mobilité ou de promotion sociale uniquement pour ceux qui sont déjà scolarisés.

L'Université continuera de rester inaccessible aux classes populaires tant et aussi longtemps que les facteurs socio-économiques et culturels déterminants n'auront pas fait l'objet de transformations significatives. Pour que la voie de la promotion individuelle par l'acquisition

⁸ BÉLANGER, Paul et DAOUST, Gaétan, *L'université dans une société éducative. De l'éducation des adultes à l'éducation permanente*, Montréal, P.U.M., 1974, p. 80.

⁹ BÉLANGER, P. et DAOUST, G., *op. cit.*, p. 80.

¹⁰ *Idem*, p. 76.

¹¹ *Statistiques sur la clientèle étudiante à l'UQAM, 1969-1975*, Bureau du registraire, UQAM, Montréal 1976, p. 184 et aussi *Les étudiants adultes : un phénomène marginal ?*, Faculté de l'éducation permanente, Université de Montréal, Bureau de la recherche, Montréal, avril 1977, p. 96.

de connaissances techniques et scientifiques avancées devienne accessible, dans les faits, à tous-, il faudrait que soient modifiées, en profondeur, les règles qui régissent dans nos sociétés la division sociale du travail. Mais la question de la démocratisation de l'Université ne peut pas et ne devra jamais se réduire à une simple affaire d'accessibilité individuelle.

En effet, il faut reconnaître que l'Université n'est pas nécessairement le lieu dans lequel chaque individu ira chercher la formation ou le perfectionnement spécifique dont il a envie et dont il a besoin. L'Université n'est pas le magasin public et général de toutes les spécialités et elle n'a pas, non plus, à répondre à tous les types de spécialisations techniques du travail comme à tous les besoins éducatifs dont la société a besoin et que choisissent les individus. Il est par conséquent évident qu'une fois gagnées toutes les luttes sur le front de l'accessibilité à l'enseignement supérieur, cela ne signifie pas que chaque individu s'y retrouvera. Aussi, cela fait tout de suite apparaître cette autre dimension du problème de la démocratisation : celui de l'accessibilité de tous aux outils scientifiques, aux informations et aux connaissances dont l'Université est l'un des centres sociaux importants d'appropriation, de concentration et de production. Mais cela n'est pas suffisant. La démocratisation doit aussi passer par l'ouverture des producteurs scientifiques aux problématiques de vie concrète des classes populaires.

Il ne peut y avoir de démocratisation de l'Université sans une démocratisation simultanée de la pratique scientifique et universitaire. Cela ne peut se faire autrement que dans le développement de conditions permettant aux classes populaires l'appropriation de l'activité scientifique et de ses productions dans le sens de leurs intérêts propres et autonomes. Cela exige la mise en place des conditions qui leur permettront l'accès aux connaissances et aux informations scientifiques dont elles ont besoin.

En effet, le problème du rapport au savoir et aux pratiques intellectuelles n'est pas réductible à la seule dimension de la scolarisation et de la promotion individuelle. Il la déborde. Il n'en est pas un non plus de talent ou de génie.

La promotion individuelle limite la démocratisation de l'Université

[Retour à la table des matières](#)

Démocratiser la science et l'accès aux connaissances ne signifie pas que tous deviennent des spécialistes, des « scientifiques », des « savants ». C'est faire en sorte que cet outil humain puisse être utilisé par quiconque suivant ses besoins dans le contexte de ses pratiques de vie quotidienne. C'est faire en sorte que chacun puisse identifier et lever tous les obstacles de l'idéologie, puisse en toutes circonstances avoir les moyens de connaître et de critiquer la vérité des phénomènes physiques, psychiques et sociaux qui se déroulent en lui, en relation avec lui et autour de lui. Démocratiser la science, c'est diffuser socialement le pouvoir d'intervenir sur la production, la reproduction et la transformation de la vie. C'est mettre en place les conditions qui rendent possibles l'autonomie (relative) de chacun et empêchent toute forme de subjugation et de dépendance par quelque leader ou « pouvoir » que ce soit.

Les classes populaires ont vite compris que le système scolaire était encore bien loin de leur être utile dans ce travail nécessaire. C'est l'une des raisons qui explique la multitude des associations et organisations collectives volontaires et autonomes qu'elles se donnent. Ce que l'École ne fait pas, les classes populaires essaient de le faire avec leurs propres moyens. Par leurs associations et formes organisationnelles diverses, elles se donnent des moyens spécifiques de promotion collective de leurs objectifs et de leurs intérêts.

Le rôle de l'université ne peut pas en être un ici de scolarisation et celui des universitaires ne peut en être un d'éducateur ou d'enseignant « traditionnel ». La séparation, le fossé, la coupure culturelle, sociale et politique entre le monde universitaire, le monde institutionnalisé de la science et l'univers des classes populaires exigent la nécessité d'autres voies. Et ces voies doivent être essentiellement fondées sur le res-

pect et la reconnaissance de la différence et de l'autonomie des démarches et des pratiques éducatives des classes populaires.

Ce à quoi il faut penser, dans l'immédiat, c'est aux moyens à prendre pour que les connaissances, expertises et recherches produites dans l'Université puissent être utilisées par les individus et les groupes sociaux qui en ont besoin, sans qu'ils soient pour autant contraints de passer par les voies d'une forme de promotion (individuelle) étrangère à leurs véritables besoins. Dans les faits, ce qu'il faut rechercher, ce sont des moyens par lesquels l'Université cessera d'être, à sa façon, un mécanisme de redistribution des ressources au profit d'une classe de scolarisés socio-économiquement favorisés. Le déséquilibre actuel permet en effet une appropriation trop grande par un seul groupe social de ressources qui appartiennent à l'ensemble de la collectivité. C'est ce que constatait la récente conférence générale de l'UNESCO qui recommandait aux divers pays de participer à la recherche de nouvelles stratégies éducatives destinées à promouvoir des relations plus équitables entre les groupes sociaux. ¹²

Comme l'écrivait Jacques Attali, « l'inégalité va aujourd'hui bien au-delà de l'échange inégal, il va jusqu'à l'accès inégal. Le degré de culture juridique et politique, par exemple, détermine non seulement le niveau de revendication mais aussi la capacité à faire respecter ses droits acquis. La complexité de la norme sociale, ajoute Attali, réduit l'information des plus pauvres et donc leur rôle dans la décision. Bien des règles sont édictées avec une générosité apparente, mais cyniquement tempérées par l'évaluation, a priori, du nombre d'ayants droit trop mal informées pour se faire connaître. » ¹³

Travaillant avec les mêmes agents sociaux, l'Université a développé en son sein des pratiques de promotion individuelle dont l'effet élargi contribue du même coup à la promotion collective de ces mêmes agents. L'Université fonctionne comme si la société était homo-

¹² UNESCO, 19e session de la conférence générale, Nairobi, 1976. Voir aussi : Projet de plan à moyen terme (1977-1982), 19C/4, chapitres V et VI, « Éducation », UNESCO, Paris, 1976.

¹³ ATTALI, Jacques, *La parole et l'outil*, collection Économie et Liberté, P.U.F., Paris, 1976, p. 201.

gène et comme si chaque individu et chaque groupes sociaux qui la composent avaient les mêmes besoins, les mêmes intérêts, les mêmes lectures technocratiques et idéologiques de la réalité ainsi que les mêmes projets d'avenir. Elle fonctionne comme s'il n'existait qu'une seule voie royale d'accès au « haut savoir ». Il en résulte une accessibilité inégale aux ressources universitaires que l'idéologie du talent ne peut d'aucune façon expliquer ni légitimer.

Il existe un moyen pour corriger cette situation inventer, dans l'Université, de nouvelles pratiques éducatives qui permettrait l'accès aux ressources universitaires par des moyens autres que la promotion individuelle classique.

Mais cela suppose la reconnaissance de besoins éducatifs et d'informations, réels et fondamentaux, qui ont pour point de départ et d'arrivée d'autres horizons que ceux de la diplomation et de la formation spécialisée. Cela suppose la reconnaissance de l'universalité du besoin de connaître et d'utiliser les connaissances et ses outils quelque soit la situation socio-culturelle et économique des individus et des classes sociales.

L'Université doit s'engager sur la voie d'une démocratisation complète en rendant possible l'ouverture de ses ressources à l'ensemble des populations qui, dans l'hétérogénéité des besoins et des vécus, constituent la société et son mouvement.

En s'engageant dans cette voie, l'Université rendra possible l'utilisation du pouvoir scientifique, technique et intellectuel à ceux qui en sont désappropriés et éloignés. Elle se mettra aussi en position d'établir de nouvelles alliances sociales. Celles-ci auront pour effet de régénérer ses pratiques et lui permettront de prendre des distances critiques devant les pressions économistes, professionnalistes et étatiques qui se manifestent de plus en plus en son portique.

Classes ouvrières et populaires

[Retour à la table des matières](#)

Il existe des individus, des groupes et des organismes en situation de se tailler une place privilégiée à l'égard du savoir, des informations et, plus généralement, de la science et de la technologie. Plus encore, ces derniers sont en situation de s'approprier les avantages de ces ressources durant toute leur vie comme moyens de développement et de consolidation de leur vie personnelle, professionnelle et sociale. Constitutifs de la clientèle habituelle de l'Université ou en relation de proximité avec elle et le monde des connaissances, ces derniers possèdent les outils requis à la compréhension analytique et critique des diverses situations de vie auxquelles ils font face. Par ailleurs, il y a d'autres individus, groupes et organismes pour qui la situation est totalement différente. Ces derniers appartiennent aux classes ouvrières et populaires. Ils ont été jusqu'ici les grands absents et les laissés-pour-compte de l'université.

Par l'appellation « classes ouvrières et populaires », nous désignons une large couche de population incluant la couche ouvrière et l'ensemble de ceux qu'on peut qualifier des plus « démunis » et « dépendants » (par exemple, les assistés-sociaux, etc...) de la société. La « majorité populaire », comme plusieurs diront, comprend donc l'éventail large de ceux et celles qui, des catégories les plus avantagées de la couche ouvrière aux moins avantagées et aux plus démunies de la société, vivent globalement en marge des « centres » de contrôle, de décision et de planification socio-économiques et politiques.

Par cette notation, nous désignons bien plus que des catégories d'individus et des catégories sociales. Nous désignons aussi des dimensions de « besoins » et de « problématiques » liées aux conditions de la vie individuelle, aux conditions de vie dans la famille, dans le voisinage, dans le quartier, etc... Sous l'appellation classes ouvrières et

populaires, nous désignons aussi deux grandes dimensions : celles se rapportant aux conditions de travail et celles se rapportant aux conditions de vie. De plus, nous désignons un ensemble complexe et diversifié de catégories sociales d'individus ayant pour caractéristiques principales une relative homogénéité et autonomie quant aux modes de vie, quant à la culture et au travail.

Il serait fastidieux d'entrer dans le débat sociologique et économique qui continue d'avoir cours sur toute la question de savoir ce qui est désigné quand on parle de la classe ouvrière. C'est pourquoi nous poserons le problème dans ses termes les plus généraux en ayant pour souci cependant, de circonscrire le plus clairement possible, les couches de population qui nous apparaissent devoir en priorité concerner la fonction de service à la collectivité dont il est question ici.

Nous sommes bien conscients qu'en procédant de la sorte nous privilégions malgré tout, l'une ou l'autre des nombreuses positions sur la question. Soit. Nous avons toutefois pris la décision de procéder ainsi en prenant pour hypothèse que la nature et l'objet de nos réflexions le justifiaient. Par ailleurs, les considérations que nous faisons ici devraient être suffisantes pour nous écarter d'une visée par trop « économiste » de la classe sociale ouvrière. Cette interprétation économiste a, entre autres spécificités, de caractériser par l'indice du revenu (salaire) et par le degré de pauvreté les individus appartenant à la classe ouvrière. La réalité se présente bien différemment aujourd'hui. S'il est vrai qu'il existe des écarts parfois importants entre les revenus de la classe ouvrière et ceux appartenant aux autres classes sociales, la situation est beaucoup plus complexe quand on regarde ce qu'il en est de cet écart entre cette classe sociale « populaire » et la « classe moyenne ». Et pourtant, il existe des différences qualitatives entre ces deux classes sociales. C'est pourquoi des facteurs tels la nature et les conditions de travail, la place occupée par rapport aux centres de décisions, l'accessibilité à l'information tout autant que d'autres facteurs concernant les modes de vie et de culture dans la famille, la « ville » et le voisinage sont indispensables si l'on veut savoir de qui l'on parle. C'est une tout autre signification que prennent alors les notions de favorisé/défavorisé, fréquemment utilisées dans une interprétation exclusivement économiste. A cet effet, la réalité nous oblige de nouveau à réajuster nos concepts. On ne peut réduire la classe ouvrière à une

catégorie d'assistés sociaux, d'handicapés et de pauvres mal logés. Il ne s'agit donc pas d'une classe sociale qui a besoin de soins et d'aide au sens où, par exemple, nous disons qu'un malade peut avoir besoin du médecin et de l'hôpital.

Quand nous parlons de « classe ouvrière », nous désignons, pour les fins de notre réflexion et d'une éventuelle action tic l'Université, l'ensemble de ceux qui, dans la société :

- a) n'occupent pas des postes de direction, de contrôle, d'administration, de gestion, de planification et de « propriété » d'entreprises de productions (économiques aussi bien que culturelles) ;
- b) nous désignons plus spécialement ceux qui, dans l'exercice de leur travail, ne bénéficient pas de l'autonomie relative dévolue à des professionnels ou à ceux qui exercent des travaux dans le champ idéologique et culturel comme par exemple les journalistes, les chercheurs, les artistes, les enseignants, etc.
- c) nous désignons ainsi l'ensemble de ceux qui sont, de façon générale, des exécutants de fonctions de productions (directes ou indirectes) commandées par des « supérieurs » hiérarchiques sans qu'ils aient à participer aux décisions ; nous désignons, par là, tout autant la catégorie de ceux qui effectuent des travaux manuels que ceux qui exécutent des fonctions plus techniques et/ou carrément « non manuelles ».

À ce portrait ¹⁴, somme toute très sommaire de la classe ouvrière, il convient d'ajouter les caractéristiques suivantes :

1. la nature hautement spécialisée et parcellaire du travail effectué par ses membres ;
2. les diverses formes d'insécurité dues à l'absence d'autonomie et de contrôle sur l'ensemble du processus de travail ;
3. l'absence de mobilité ascensionnelle ¹⁵ ;
4. aucun pouvoir de contrôle et d'intervention significative sur les décisions concernant l'économie : ouverture/ fermeture d'entreprise ; développement régional ; politiques de développement industriel, commercial, financier, etc. ;

¹⁴ Encore une fois, il faut le dire, toute cette question est complexe et nous sommes conscients de la rapidité avec laquelle nous l'abordons. Disons toutefois, en guise de « compensation », qu'il existe tout un débat parmi les économistes et sociologues sur la question de savoir si la catégorie des cols blancs, employés de bureaux, etc... fait partie ou non de la « classe moyenne ». Sans entrer ici dans les détails de la question, disons que chez ceux qui intègrent ces « travailleurs » dans la « classe moyenne », la « position » consiste à situer ces derniers dans les niveaux inférieurs de cette classe, toujours en tenant compte entre autre, du critère de la place occupée par rapport au contrôle. Voir à cet effet : PORTER John et al., *Canadian Society*, Toronto, MacMillan, 1961 et *The Vertical Mosaic*, University of Toronto, 1969 ; TOURAINE, Alain, *La société post-industrielle*, Paris, Denoël, 1969 ; DOFNY, Jacques et GARON-AUDY, Muriel, « Mobilités professionnelles au Québec », *Sociologie et Société*, Vol. 1, no 2, novembre 1969, pp. 277-303 [Texte disponible dans les *Classiques des sciences sociales*. JMT.] ; SAINT-PIERRE, Céline, « De l'analyse marxiste des classes sociales dans le mode de production capitaliste », revue *Socialisme québécois*, no 24, 1974, pp. 9 et suiv. [Texte disponible dans [les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

¹⁵ *La formation professionnelle en question*, institut canadien d'éducation des adultes (ICEA), Montréal, janvier 1976, et aussi BÉLANGER et DAOUST, *L'Université dans une société éducative. De l'éducation des adultes à l'éducation permanente*, P.U.M., 1974, p. 57s.

5. aucun pouvoir de contrôle et d'intervention significative sur l'ensemble des politiques sociales ; règle générale, ces politiques sont élaborées dans le contexte des déterminations économiques et, pour ce qui est de leur dimension qualitative, déterminées largement par les spécialistes (technocrates) et les diverses corporations professionnelles investies dans ces secteurs ¹⁶ ;
6. aucun contrôle ni pouvoir d'intervention significatifs dans les politiques de vie et de développement urbain : la qualité et la quantité des logements sont déterminées par les propriétaires particuliers ou, comme c'est le cas de plus en plus, par de grandes corporations ; les politiques de transport en commun sont largement déterminées par l'industrie de l'automobile et du pétrole ainsi que par les milieux commerciaux, etc. ;
7. peu ou pas représentées dans les processus de création et de production propres aux institutions culturelles, scientifiques et d'information ; c'est le cas notamment, dans le champ des média tels la radio et la télévision ¹⁷. Quant aux institutions scientifiques, l'évidence y est de taille.

Il s'agit là d'une réalité « objective » qui ne signifie pas par ailleurs qu'au plan des réalités subjectives et individuelles, l'on soit à ce point « déterminé », que toute « mobilité » devienne impossible. Toutefois,

¹⁶ Si l'on prend le cas de la santé, cela est on ne peut plus manifeste. Il s'agit là d'une constatation dominante de l'important et imposant projet de rapport final produit par le Ministère de l'Éducation en collaboration avec le Ministère des affaires sociales du Québec sur la « planification sectorielle de l'enseignement supérieur » en matière de sciences de la santé. Voir à cet effet l'introduction et la conclusion de ce rapport intitulé : *Opération Sciences de la Santé (O.S.S.)*, Québec, Ministère de l'Éducation, août 1975, (2 tomes).

¹⁷ Nous nous référons ici, entre autre, aux *Mémoires à Radio-Québec*, présentés par l'Université du Québec à Montréal, d'une part, et par l'Institut Canadien d'Éducation des Adultes d'autre part, à l'occasion des audiences que tenait cette Société d'État, au printemps 1975. En recourant parfois à des argumentations différentes, les deux *Mémoires* sont toutefois unanimes pour y souligner l'absence (généralisée ailleurs comme à Radio-Québec) ,des classes ouvrières et populaires.

ce que cette réalité objective nous oblige bien à constater, c'est que même si des individus peuvent passer de la classe ouvrière à la classe dite « moyenne », cela n'a par ailleurs aucun effet sur le fait que, la classe sociale ouvrière, au sens où nous la définissons, continue de se « reproduire » au moins qualitativement et quantitativement en fonction des impératifs et de la nature des besoins de l'organisation économique générale. C'est pourquoi, par exemple, même si les universités connaissent un accroissement d'effectifs « issus » des milieux ouvriers, cela ne signifie pas que les places, rôles, tâches, circonscrits par le champ objectif occupé par le travail ouvrier dans l'économie en général, se rétrécissent ou cessent d'exister. Cela nous amène, entre autres, à reconnaître un fait bien réel : l'accroissement du nombre d'étudiants d'origine ouvrière dans l'Université ne signifie pas un accroissement des « ouvriers » eux-mêmes dans l'Université. D'autre part, et c'est là où nous voulons en venir, l'ensemble des conditions déterminant la classe ouvrière a pour base principale la relation qu'entretiennent les « membres » de cette classe sociale avec le travail. Ce travail est généralement « technique » et « parcellaire » ; il implique généralement peu ou pas autres dimensions que celles circonscrites à l'exécution (quantité et qualité) de la tâche pour laquelle ils sont rémunérés.

Une précision s'impose ici. Quand nous parlons de l'absence de contrôle et/ou de pouvoir, en ce qui regarde les individus appartenant à la classe ouvrière, nous ne voulons pas signifier que toute la question réside en un problème de participation. Il s'agit d'un problème beaucoup plus complexe qui réside au niveau des conditions déterminant les capacités et les moyens requis pour l'exercice de ces divers contrôles, pouvoirs et/ou décisions.

Parmi ces conditions, il y a celles relevant de la division sociale du travail en vertu de laquelle une société pour exister produit /reproduit et distribue en quelque sorte des « places, rôles et fonctions » ; aussi est-il possible de parler de classes sociales distinctes et spécifiques à un mode d'organisation sociale et économique donné, tout autant que de nécessités objectives pour une société de reproduire les classes sociales nécessaires à son fonctionnement. Ainsi, dans les sociétés à mode de production capitaliste, la classe ouvrière est indispensable et nécessaire à la reproduction générale des formes et des pratiques de la

société ; c'est là une réalité qui a pour champ la division sociale du travail.

L'un des effets multiples de cette réalité, c'est la détermination exercée par les conditions générales du travail sur la vie individuelle et sociale des travailleurs :

- a) d'une part, « la conception du travail chez les agents de la classe ouvrière est inséparable de celle du non-travail et de sa signification. Vendeur de sa force de travail, l'ouvrier vit toujours avec le spectre du non-travail, le chômage. En ce sens, le travail est plus qu'une contrainte : il définit l'individu ».
- b) d'autre part : « une conclusion se dégage de l'activité au travail : celle-ci se répartit selon deux modalités qui s'appliquent dans une large mesure, d'une part au travail professionnel (et des cadres dirigeants) et de l'autre, au travail des ouvriers exécutants. Cette dichotomie des activités traduit en fait deux types de rapports au travail. L'un est constitué surtout par une mise en relation avec un savoir et des hommes, l'autre surtout avec un savoir-faire et des outils ¹⁸ ».
- c) ainsi donc, accomplissant des tâches parcellaires et spécialisées, dans l'organisation de la division du travail, ces derniers voient définis par une toute autre catégorie de spécialistes (professionnels, cadres, intellectuels, planificateurs, scientifiques, et...) les grands axes sociaux de développement dans des domaines de vie et de travail qui par ailleurs les concernent. De plus, dans le domaine plus proprement économique, les lois régissant la propriété (au sens large) interviendront, en la personne des corporations et/ou des employeurs pour sanctionner la place prépondérante qui leur revient dans les décisions concernant leur secteur d'investissement et son développement.

¹⁸ LAMARCHE, Y., RIOUX, Marcel, SÉVIGNY, Robert, *Aliénation et idéologie dans la vie quotidienne des montréalais francophones*, Positions sociales et idéologies, collectif de recherche en sociologie urbaine, Montréal, P.U.M., 1973, Tome II, p. 756.

Cette classe sociale large englobe des individus et des pratiques sociales caractérisés par diverses formes d'inégalités devant l'organisation économique, et les structures de contrôle et de décision. De plus, elle est bien souvent sous-représentée politiquement et en situation d'inaccessibilité à l'égard des productions scientifiques et techniques. Ces diverses caractéristiques ont pour effet de produire des intérêts et des besoins qui leur sont propres, intérêts et besoins déterminés par les conditions de travail et les conditions de vie en général. C'est dans ce contexte que prennent sens les divers moyens auxquels recourent les classes ouvrières et populaires quant apparaît pour elles la nécessité d'intervenir sur les diverses formes du développement socio-économique tout autant que sur la qualité des conditions de vie et de travail qui sont les leurs. Placées généralement en dehors des circuits habituels dans lesquels se prennent les décisions économiques, politiques et sociales qui les concernent, les classes ouvrières et populaires chercheront dans des formes collectives, les moyens de s'équiper pour développer chez elles, les capacités requises à la compréhension ¹⁹ des phénomènes sur lesquels elles n'ont pas de contrôle, de même que les moyens par lesquels elles pourront faire entendre ce que, individuellement, ceux qui la constituent ne peuvent faire. La création de moyens collectifs de promotion et de revendications constitue alors dans ces classes sociales, le seul moyen de contrer l'isolement auquel les confine leurs conditions de vie et de travail. Par exemple, « dans les classes ouvrières et populaires, écrivent BONIN et DUCHASTEL, on n'a pas de vie publique en dehors de son travail et on éprouve un sentiment de non-appartenance par rapport aux fonctions officielles de la vie publique. Enfin, son travail est considéré comme imposé et coupé de sa vie de famille L'accent du discours se porte sur la vie privée » ²⁰.

C'est ainsi qu'au Québec comme partout ailleurs dans le monde, on voit se multiplier le nombre d'organisations, d'associations, de regroupements

¹⁹ BÉLANGER et DAOUST, « Le mouvement de contre-école : l'éducation dans les associations volontaires », op. cit., pp. 126-131.

²⁰ BONIN, J. et DUCHASTEL, J., « La vie privée et la vie publique », in LAMARCHE, RIOUX, SÉVIGNY, *Aliénation et idéologie dans la vie quotidienne des montréalais francophones*, Montréal, 1973, tome II, chapitre VIII, p. 607.

pements au sein des classes ouvrières et populaires ; elles ont toutes des objectifs qui, bien que diversifiés, conservent ce trait commun : épouser les caractéristiques marquées par les conditions de vie et de travail de ces classes sociales. Et, ce que de façon générale ces formes d'organisations collectives expriment c'est une rationalisation caractérisée et différenciée sur la façon dont elles perçoivent la société et, concrètement, les conditions de vie et de travail qui y existent. Bref, qu'il s'agisse des conditions de l'habitation, de la santé, des loisirs, de la vie urbaine, de l'économie, de la consommation, de sécurité d'emploi ou de revenu, etc... tout se passe comme si, dans la société, il y avait « mécontentement » entre la façon de voir et de faire des spécialistes et dirigeants et ceux qui vivent des conditions de vie et de travail déterminées par ces derniers ²¹.

Bien souvent, à partir du moment où ils parviennent à s'en donner les moyens, les classes populaires manifestent des revendications dont l'un des effets consiste aussi à mettre en question la justesse des discours scientifiques et des pratiques élaborées dans les cabinets de professionnels, de chefs d'entreprises et des ministres. Ainsi, c'est parce que des groupes de travailleurs ont réussi à en faire la « démonstration » (connue « curieusement » depuis longtemps par la direction et les chercheurs de l'entreprise) que les autorités publiques japonaises sont intervenues pour tenter d'enrayer les effets de la pollution par le mercure parmi la population ouvrière de Minamata au Japon. Ici, au Québec, c'est par la multiplication d'organisations populaires dans le champ de la santé physique et mentale qu'a été entreprise la remise en question de la pratique médicale-curative traditionnelle. À ce sujet, voici l'une des conclusions d'une étude récente (1974) :

« (...) on a pu constater que les membres citoyens des cliniques populaires étaient sans doute les groupes qui se sont attardés de plus près à réfléchir sur *une technologie de l'accès à la santé*. Ce qui différencie fondamentalement leur approche de celle, par exemple de professionnels qui préconisent une réforme, c'est leur conviction que l'accès à la santé implique une

²¹ Nous référons ici le lecteur à deux textes. Il s'agit de HOGGART, R., *La culture du pauvre, étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Éditions de Minuit, 1970 et de LAFLEUR, Guy, *La promotion culturelle collective des classes défavorisées*, Montréal, ICEA, 2e édition, mai 1975.

« déprofessionnalisation », c'est-à-dire rencontre de médecin, du para-médical et du citoyen à un niveau comparable de responsabilité dans la production de la santé. Alors, disent-ils, « que la santé d'une société a toujours été liée quasi exclusivement à l'intervention du médecin et de l'infirmière... nous considérons qu'ils interviennent plutôt à un moment précis de la maladie (habituellement le moment de crise) et qu'ils sont un des éléments, pas nécessairement le plus important du processus collectif de santé ²². »

Dans la presque totalité des cas, c'est seulement et toujours, à travers des formes « collectives » que les individus appartenant aux classes ouvrières et populaires ont pu et peuvent se donner les moyens d'intervenir sur les déterminations des conditions de vie et de travail décidées généralement en dehors de leur contrôle.

Pour ces derniers, la promotion de leurs besoins, de leurs intérêts, et partant, de la qualité de la vie individuelle et sociale passe par des formes collectives. Pour eux il ne peut en être comme il en est pour les individus appartenant aux classes plus favorisées. Si chez ces derniers, il existe des associations/ organisations collectives, celles-ci agissent généralement comme un élément de renforcement de positions, et de places déjà « privilégiées », conquises par des processus de promotions individuelles spécifiques, par exemple : la formation professionnelle dans l'Université et les capacités qui en découlent pour l'exercice d'une profession et aussi pour l'intervention sur le développement social, économique, politique et « culturel ». Chez ces derniers, il y a une relative adéquation entre la promotion individuelle et la promotion des intérêts et des besoins. Dans l'étude qu'ils ont consacrée au thème de la vie privée et de la vie publique, Bonin et Duchastel ²³ nous démontrent bien clairement l'existence d'une continuité entre ce que font les individus des classes moyennes et supérieures dans leur vie privée et dans leur vie publique.

²² GODBOUT-MARTIN, *Participation et innovation. L'implantation des centres locaux de services communautaires et les organismes communautaires autonomes*, recherche réalisée par l'E.N.A.P. et l'I.N.R.S. -Urbanisation, Université du Québec, mai 1974, pp. 324-325.

²³ Op. cit., pp. 551-636.

Chez ces derniers, tout ce qui est investi pour accroître la qualité de la vie « privée » (individuelle) est en même temps un moyen d'accroître son « pouvoir » dans les centres de décisions de la société (vie publique). Dans le cas des classes populaires, au contraire, les auteurs constatent un phénomène de rupture/coupure imputable à l'absence de moyens de contrôle dans la vie publique (ou sociale). C'est pourquoi, pour eux, si la promotion individuelle est aussi une réalité, elle cesse par ailleurs, et se limite à l'obtention d'une qualification pour l'exercice d'un travail dont la nature est qu'il n'est pas ouvert sur la vie publique. D'où la nécessité pour les classes ouvrières et populaires de chercher ailleurs, dans la promotion collective, les moyens de promouvoir leurs intérêts propres.

Dans les classes ouvrières et populaires, l'éducation est plus qu'un canal de mobilité individuelle, plus qu'une voie de promotion par le haut. Elle est et doit être un instrument de promotion collective dans une société où trop de faits démontrent que pour une catégorie imposante de la population, l'éducation, vue sous l'angle de la promotion individuelle, ne rend possible que la promotion des intérêts collectifs des « élites ».

L'ouverture de l'Université aux classes ouvrières et populaires doit passer par des voies qui respectent leurs spécificités ainsi que les moyens diversifiés de promotion collective qu'elles se donnent. Pour les associations et organisations volontaires qu'elles se donnent, l'ouverture de l'Université passe par la mise à leur disposition de ressources éducatives et de services d'expertises nécessaires à leurs propres pratiques et à la promotion collective de leurs intérêts et de leurs besoins. Agir autrement, pour l'Université, ce serait continuer d'ignorer la réalité.

Mais, que peut faire l'Université ? Poser cette question nous conduit à interroger les modes de rapport au savoir qu'entretiennent les individus et les diverses classes sociales. Les classes ouvrières et populaires ont un rapport au monde des connaissances scientifiques et techniques médiatisé fondamentalement par la promotion collective plutôt que par un processus de promotion individuelle. Qu'est-ce à dire et comment cela peut-il se concrétiser à l'intérieur de la création, dans l'université, d'une fonction de services spécifiques à cette partie

importante de la collectivité sociale ? Pourquoi l'université et les universitaires devraient-ils se donner pour tâche d'instituer une fonction de service à la collectivité qui passe par la promotion collective des classes ouvrières et populaires ?

Connaissance scientifique et classes sociales

[Retour à la table des matières](#)

Pour les classes ouvrières et populaires et bien sûr, pour les individus qui en font partie, il n'existe pas de rapports de proximité avec le savoir, l'information, la science et la technologie. Pour elles, il s'agit globalement d'un univers étranger qui appartient à un monde de spécialistes vivant d'autres conditions de vie que les siennes. Leur rapport avec cet univers en est un de dépendance et il est généralement mystifié.

Pour ces classes sociales, l'École a cessé très tôt d'être un véhicule de promotion individuelle et sociale. En tant qu'instrument permettant l'accès aux méthodes et aux langages des savoirs, des sciences et des technologies avancées, l'École a aussi très tôt cessé d'être à leur portée réelle et concrète. Pour elles plus que pour les autres classes sociales, la notion d'éducation, la pratique éducative, ont vite fait de déborder le cadre purement scolaire. La plupart du temps, c'est exclusivement en dehors de l'École que les apprentissages réels se font, à la faveur des situations de vie concrète dans la famille, dans le voisinage et au travail.

Est-ce dire qu'il en est ainsi parce que les individus appartenant à ces classes sociales ne possèdent pas les aptitudes et l'argent requis ? Est-ce alors dire que les « meilleurs » parviennent jusqu'à l'université et qu'il faut reconnaître là le résultat d'une espèce de sélection naturelle immuable ? Trop d'études et d'analyses récentes démontrent que tel n'est pas le cas pour que nous nous laissions enfermer dans une telle schématisation. Mais alors, doit-on conclure qu'il sera toujours inutile de parler science, technologie et savoir pour ces hommes et ces femmes uniquement parce qu'ils ne possèdent pas les clefs qui leur en donnent l'accès ? Doit-on conclure en la nécessité de passer absolument par les rituels traditionnels des universitaires pour obtenir les instrumentations cognitives indispensables à une meilleure compré-

hension analytique et critique des conditions de vie et de travail ? Doit-on conclure qu'il faut laisser à ceux qui savent et contrôlent les lois de la machine sociale le champ des actions et des transformations et aux autres les places de dépendants et d'exécutants ?

Bien sûr, la maîtrise et l'accès aux connaissances des règles et technicités de la machine sociale et humaine ne suffisent pas à eux seuls à prendre en charge l'histoire. Cependant, aujourd'hui peut-être plus que jamais, la capacité d'agir sur les situations concrètes requiert des moyens d'expliquer, d'analyser et de critiquer qui passent par les objets de la recherche et de la science comme par l'accès à la connaissance des rouages complexes de la machine sociale et humaine que nous avons construite. Il est évident qu'il existe une forme d'oppression et de domination dans nos sociétés qui a le pouvoir du savoir, de son utilisation et de son décodage pour arme. A ce titre et dans cette perspective, il est certain que des formes multiples d'aliénations et d'exploitations ont pour explication l'inaccessibilité aux connaissances et à leur manipulation. Mais il faut aller plus loin encore. Le problème central repose sur l'absence de moyens par lesquels les classes ouvrières et populaires pourraient s'approprier les ressources et outils de la science pour la promotion d'objectifs et d'intérêts qui collent à leurs conditions de vie.

Il existe un rapport fondamental d'inégalité devant l'accès aux moyens de la science et ce rapport joue contre les classes ouvrières et populaires. Partant de ces considérations, il serait facile de conclure à la nécessité de faire preuve de paternalisme et de mobiliser les universitaires et les chercheurs dans des tâches de vulgarisation et de dilution du savoir tout comme s'il s'agissait dorénavant de distribuer des billets-à-prix réduit pour rendre l'univers scientifique accessible aux classes ouvrières et populaires. Aller dans cette direction nous ferait aboutir, à notre tour, aux nombreuses impasses qui ont été le fait, ces dernières années, de multiples expériences « d'éducation ouvrière et populaire » parrainée par l'appareil scolaire. Il faut donc prendre une autre direction. Il faut quitter l'ethnocentrisme de classe et nous demander non pas, d'abord, comment l'université et les universitaires peuvent apporter les connaissances (les « vérités ») aux classes ouvrières et populaires mais plutôt quelle est la dynamique cognitive propre à ces dernières ? S'il est juste de dire que « l'éducateur » ne

vient pas éduquer mais participer à une éducation déjà vivante, il faut alors se demander si l'ignorance n'est pas, en grande partie, un terme que nous avons inventé pour marquer nos distances avec celles et ceux qui vivent d'autres conditions de vie. Mais pour être plus précis ici, ajoutons que nous avons contracté l'habitude qui consiste à croire qu'il n'y a pas de savoirs justes ailleurs et en dehors des machines sociales à penser dont nous sommes les animateurs. Or il faut lire et observer, sans préjugés, l'histoire et les pratiques ouvrières et populaires, pour constater qu'il y a là une richesse de savoir, d'imagination, de créativité et d'inventivité que maints technocrates et ingénieurs sociaux auraient intérêt à connaître. Bien sûr, il ne s'agit pas ici de tomber dans une espèce d'idéologie spontanéiste et dans un empirisme plat. Ce que nous voulons surtout signifier c'est que l'intelligence n'est pas le seul attribut des intellectuels, des scientifiques et des spécialistes de métier. Que si ces derniers dominent par le seul fait qu'ils sont les juges du vrai et du faux, ils possèdent et accaparent par ailleurs des outils, des méthodologies et des banques d'informations qui, s'ils étaient accessibles aux classes ouvrières et populaires, permettraient l'apparition de modèles et de connaissances scientifiques tout aussi riches que les leurs et peut-être, dans bien des cas, davantage rivés à la qualité de la vie.

Il faut dire tout de suite que le fait de ne pas entretenir un rapport de proximité sociale avec les lieux de production de connaissances ne signifie pas l'absence de capacités, d'intérêts et de besoins scientifiques. L'univers scientifique a besoin d'être démystifié. On doit reconnaître en effet qu'au-delà des rituels et des jargons spécialisés, les objets de connaissance scientifique existent et ont de la pertinence autant pour les classes ouvrières et populaires que pour les classes privilégiées de la société. En conséquence, les réalités à analyser, à expliquer et à critiquer par les moyens de la science ne supportent pas d'être le fait de lieux exclusifs. Ne sont pas objets de science les seuls objets qui pénètrent dans les centres de recherche et dans les universités. L'histoire est riche d'exemples qui nous démontrent que l'invention n'est pas la prérogative exclusive des institutions.

La définition de ce qui est objet et production scientifique ne repose pas sur d'uniques garanties formelles et institutionnelles. Le savoir, l'acte de connaissance et la pratique scientifique n'ont pas l'uni-

versité mais la réalité individuelle, sociale et physique concrète pour point de départ et d'arrivée.

En somme, nous nous trouvons en face d'une dynamique et d'un comportement différents devant le choix des objets, le mode de connaissance et l'utilisation des résultats scientifiques. C'est de cela qu'il s'agit d'abord et non pas d'incapacité et de désintéressement. Vient ensuite, bien sûr, une situation réelle de dépendance à l'égard des moyens et des instrumentations scientifiques : de tout temps, les classes ouvrières et populaires ont été tenues, pour diverses raisons, en marge de l'univers de la production scientifique.

Enfin, en vertu des conditions sociales, culturelles et économiques différentes de celles que vivent les « habitués » de l'université et du monde scientifique, la démarche cognitive des classes ouvrières et populaires accuse une spécificité bien marquée. À la différence des seconds dont la problématique scientifique et cognitive s'élabore dans un contexte généralement institutionnalisé et à partir d'intuitions et d'idées, la démarche des classes ouvrières et populaires s'élabore dans un rapport d'étroite proximité avec les conditions de vie dans la famille, le voisinage et le travail. Elle a de plus pour caractéristique de s'élaborer à partir du concret et du particulier. Autrement dit, d'un côté on part du général et de l'abstrait pour aller au particulier. De l'autre, on procède à l'inverse en ayant des objectifs au point de départ et devant déboucher sur l'action et le changement.

La dynamique qu'entretiennent les classes ouvrières et populaires commande et détermine une pédagogie particulière. Paraphrasant Paulo Freire, nous pourrions presque parler comme lui d'une « pédagogie de la libération » ²⁴. C'est là le terme le plus adéquat nous semble-t-il, pour qualifier une pratique éducative qui ne passe pas par le processus éducatif institutionnel. C'est là aussi le terme qui convient le mieux pour qualifier un rapport au savoir et à la science ayant fondamentalement pour moteur la recherche d'outils permettant d'améliorer ou de changer des conditions de vie et de travail concrètes, C'est un processus dialectique perpétuellement rivé au concret-réel, impliquant l'individu en même temps que la collectivité.

²⁴ Voir FREIRE, Paulo, *Pédagogie des opprimés*, Paris, Éditions Maspéro, 1977.

Pour les individus appartenant aux classes sociales moyennes et supérieures, il existe une liaison presque automatique entre le processus de la promotion individuelle et l'accès aux fonctions sociales et économiques se rapportant aux divers appareils de contrôle de même qu'aux formes de pouvoir conférées par le savoir. Pour les membres des classes ouvrières et populaires, cela se passe tout autrement : alors que pour les premiers la promotion individuelle constitue en même temps un moyen de promotion sociale, chez les seconds, elle se limite à l'acquisition des conditions minimales exigées pour l'exercice d'un travail circonscrit par les frontières socio-économiques de leur classe sociale et, de plus, elle limite leurs voies d'accès aux autres dimensions de la vie sociale. ²⁵

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que les individus composant les classes ouvrières et populaires empruntent les voies des classes moyennes et supérieures. Cela, nous l'avons déjà vu, ne se fait pas uniquement en vertu d'une décision subjective et individuelle mais

²⁵ « La formation de la main-d'oeuvre repose sur un principe fondamental : adapter les ressources humaines du Canada aux besoins en main-d'oeuvre du pays (...) La formation constitue donc l'un des éléments les plus importants d'une politique active de main-d'oeuvre. Elle remplit en particulier les deux fonctions essentielles suivantes : donner au travailleur la chance d'obtenir un emploi bien rémunéré, plus stable et plus satisfaisant et répondre à la demande en travailleurs qualifiés qui se fait sentir dans les affaires et l'industrie, afin de maintenir le niveau de la productivité ou de l'améliorer. » in. Ministère de la Main-d'oeuvre et de l'immigration, Programmes de main-d'oeuvre au Canada : la formation de la main-d'oeuvre, Ottawa, Information Canada, février 1975, pp. 5-6.

Dans un article intitulé « Formation continue : éducation permanente », l'équipe de la revue *Culture et Liberté* (Nogent-sur-Marne, 1975) commente ainsi ces politiques de formation de la main-d'oeuvre maintenant généralisées dans presque tous les pays occidentaux : « Ne pas inclure les finalités culturelles dans une démarche de formation professionnelle continue, écrit-elle, c'est réduire celle-ci à un poste de travail, et cela est inacceptable, même si c'est l'occasion pour certains salariés d'une meilleure rémunération. La formation professionnelle ne peut avoir comme seul objet de rendre les travailleurs mieux armés pour prendre leur place dans la production, elle doit contribuer à leur promotion au sens le plus large ».

implique la conjugaison de nombreux l'acteurs sociaux. Il en résulte donc que les classes ouvrières et populaires chercheront des moyens qui leur sont propres afin de promouvoir les problématiques, besoins et intérêts pour lesquels l'institution scolaire ne les équipe pas. Pour ces classes sociales, la promotion sociale passera par des formes collectives impliquant l'association, la coopération et l'organisation.

Démunies devant des façons de voir, des décisions, des programmes, des planifications produites en dehors de leurs rangs, les classes ouvrières et populaires n'ont alors d'autres possibilités que de rechercher des alternatives en comptant, bien souvent, sur leurs seuls moyens. C'est alors qu'ils créent des services marginaux (comités de citoyens, cliniques populaires, garderies, coopératives d'alimentation, centres d'éducation et de formation, etc...) ou encore constituent des associations et regroupements à travers lesquels ils expriment leurs intérêts, leurs objectifs et leurs problématiques propres (syndicats, associations de locataires, etc...).

Pour toutes ces raisons, les rapports à la science, à la connaissance et à l'information passent, dans les classes ouvrières et populaires, à travers une pratique éducative différente de celle que nous connaissons dans l'École et dans l'Université.

Ce rapport passe par des processus associatifs. C'est dans l'association bien souvent que les individus des classes ouvrières et populaires construisent les conditions de leurs propres rapports aux savoirs et à la science. Pour eux la pratique éducative passe par la recherche des moyens de produire les connaissances leur permettant de signifier leurs besoins, leurs intérêts, leurs problématiques à la lumière des conditions (le vie et (le travail qui les caractérisent. Cette pratique éducative est « associative » et en son point de départ et d'arrivée, elle est fondée sur l'action.

Le rapport aux savoirs n'a ainsi de sens réel et concret pour ces classes sociales que dans la mesure où il passe par la promotion collective. C'est ce qu'il faut maintenant définir et expliciter.

Pourquoi la promotion collective ?

[Retour à la table des matières](#)

Dans notre société l'accessibilité aux centres de production des savoirs et des informations est le fait exclusif des individus membres des classes sociales privilégiées. Si, comme nous venons de le dire, les classes ouvrières et populaires vivent des besoins par rapport aux savoirs et aux informations et, plus encore, qu'elles ont une dynamique cognitive générale qui interdit de penser que tout ce qui intéresse le scientifique et le technicien ne les concerne pas et ne les intéresse pas, il faut se demander par quels moyens elles peuvent s'approprier elles aussi dans le sens de leurs intérêts, les moyens scientifiques et techniques qui leur permettraient d'aller jusqu'au bout de leurs propres projets. Autrement dit, pourquoi l'université devrait-elle concevoir sa fonction de services à la collectivité en des termes de promotion collective plutôt qu'en des termes exclusifs de promotion individuelle ?

Il ne s'agit pas de nier l'existence et la légitimité de besoins et d'objectifs de promotions individuelles dans les classes populaires.

La question ici n'est pas d'inciter l'université à cesser d'ouvrir aux individus, quelle que soit leur origine sociale, l'accession aux processus de la promotion individuelle que confère actuellement les diplômes. Si nous posons la question en des termes de promotion collective c'est que nous tenons compte de la dynamique sociale dans ses lois les plus fondamentales. Et l'université n'échappe pas à ces lois historiques.

L'accessibilité à l'université a pour corollaire des déterminants qui prennent racines dans des conditions sociales, économiques et culturelles d'existence. Les études récentes sur la clientèle traditionnelle et nouvelle des universités le démontrent assez. Entretenant des relations sociales et des rapports idéologiques avec des individus issus des classes sociales privilégiées, l'université développe par le fait même des habitudes de rapport avec les entités collectives avec lesquelles ces

individus sont en rapport direct ou indirect. Bref, l'université reçoit des individus auxquels elle donne des supports à leur promotion individuelle mais, en même temps, elle détermine ou voit déterminer largement ses orientations, ses objectifs et ses projets par les milieux professionnels, économiques, gouvernementaux, industriels, culturels, technocratiques et scientifiques auxquels sont théoriquement reliés ses individus. Cette situation a pour effet de déterminer ou d'influencer les contenus des activités diverses de l'université. Or, on sait maintenant que ses interlocuteurs principaux et privilégiés, historiquement, ne sont pas les classes ouvrières et populaires. D'autre part, dans le continuum de son action pédagogique, didactique et scientifique, l'université ouvre ses portes et ses ressources sans difficultés aux groupes et organismes qui supportent, d'une certaine façon, les pratiques, les objectifs et les projets des classes sociales avec lesquelles elle se trouve en plus grande proximité. Il en résulte que, les individus et les organismes des classes sociales moyennes et supérieures peuvent utiliser les ressources universitaires sans difficultés. C'est ainsi que l'université répond régulièrement à des commandites de recherches qui lui viennent d'entreprises industrielles, de municipalités, d'organismes économiques et professionnels. Comme nous l'avons déjà dit, l'université dessert principalement les organismes privés, gouvernementaux, parapublics, économiques et professionnels. C'est autour des problématiques propres à ces milieux que gravite l'ensemble des pratiques universitaires et de la recherche.

Mais une association de citoyens, un comité de quartier, un syndicat, une coopérative d'alimentation, un groupe de personnes âgées, une association de locataires, un groupe de chômeurs, etc... et toute autre forme de regroupement à laquelle recourent généralement les classes ouvrières et populaires, ne trouveront pas de points d'entrée ni d'accès aux ressources de l'Université dont elles peuvent avoir besoin. Or, comme la majorité des individus des classes ouvrières et populaires n'entrent pas dans l'Université, il s'ensuit que les outils collectifs qu'ils se donnent pour promouvoir leurs propres objectifs et intérêts se trouvent eux aussi sans liaison avec le milieu universitaire.

Pour rétablir un tant soit peu l'équilibre, il faut que l'université reconnaisse qu'il n'est pas nécessaire d'être un individu partageant les objectifs de la promotion individuelle des classes moyennes et supé-

rieures pour avoir besoin des ressources qu'elle possède. Il est nécessaire que, de la même façon qu'elle accepte sans réticence de répondre aux demandes et aux besoins des organismes que se donnent les classes sociales privilégiées pour promouvoir collectivement leurs intérêts, l'Université accepte aussi de desservir les besoins des regroupements et organisations que se donnent les « citoyens ordinaires » pour promouvoir collectivement les leurs. Pourquoi les milieux d'affaires et les grandes sociétés de gestion ont-ils, pour répondre à leurs besoins de spécialisation et de recherche, les facultés d'économie et d'études en administration, alors que les milieux syndicaux, les milieux coopératifs et populaires sont contraints de compter sur leurs propres moyens pour atteindre des objectifs socio-économiques différents ? Pourquoi les milieux de formation et de recherche médicale ont-ils ignoré si longtemps les problèmes de santé et d'hygiène posés par les conditions de travail ? Pourquoi les sciences et techniques ergonomiques répondent-elles d'abord aux besoins des employeurs ? Pourquoi le développement des sciences humaines et sociales est-il tellement polarisé autour des problématiques curatives et intégratives ? Pourquoi les ingénieurs et les architectes sont-ils si peu habilités à produire des plans de développement urbain qui tiennent compte d'abord des populations humaines concernées et de la beauté de l'environnement plutôt que d'impératifs de développement purement économiques, technocratiques et spéculatifs ?

De la même façon que les classes sociales moyennes et supérieures se donnent des moyens collectifs pour promouvoir et supporter leurs intérêts, les classes ouvrières et populaires se donnent aussi des associations, des regroupements et des organismes de promotion, de revendication et de défense. La différence réside en ceci que l'Université et les universitaires ont l'oreille plus attentive aux premiers qu'aux seconds. La différence tient aussi au fait que l'université et les universitaires ont pris l'habitude d'ignorer que cela ne se passe pas de la même manière quant à l'accessibilité aux outils, informations et savoirs dont ils sont encore les détenteurs, selon qu'on est issu des classes sociales ouvrières et populaires et des autres. Les uns ont déjà leur billet d'entrée à l'université, les autres pas.

C'est pourquoi l'université ne peut concevoir d'être au service des populations ouvrières et populaires sans être d'abord et prioritairement

attentive et ouverte à une relation qui doit se définir avec elles en des termes de promotion collective. Pour les classes ouvrières et populaires le rétablissement de l'équité passe par l'association d'individus dans des actions de promotion collective. Il n'y a pas de raisons autres que politiques pour que l'université ne tienne pas compte de cette réalité sociale. Elle le fait déjà pour les classes sociales privilégiées. Mais alors qu'est-ce que, plus précisément encore, que la promotion collective, et qu'en est-il plus spécifiquement quand il s'agit des classes ouvrières et populaires ?

Une pratique éducative spécifique : la promotion collective des classes ouvrières et populaires.

[Retour à la table des matières](#)

Si nous affirmons que la « promotion collective » est la forme pédagogique et didactique sur laquelle doit prioritairement s'articuler une ouverture de l'université aux classes populaires, c'est qu'il y a là une urgence mais aussi une nécessité. Il y a là aussi une question d'équité devant l'inégalité que vivent ces populations à l'égard des centres de production et de diffusion de la recherche et de la connaissance scientifique. Il y a là, enfin, un moyen par lequel l'université et les universitaires pourront progressivement ouvrir (et enrichir) leurs propres pratiques d'enseignement et de recherche à des dimensions de la réalité qui ont jusqu'ici été absentes et ignorées par eux.

L'université, avec ses multiples ressources, peut intervenir de manière complémentaire dans la pratique éducative associative et lier à l'action que se donnent les individus des classes populaires. Cette pratique éducative ne passe pas par un processus de formation dont l'objectif est l'obtention de crédits ou d'un diplôme ²⁶. Pour l'université, cette pratique éducative des classes populaires signifie la nécessité de

²⁶ Cela n'en exclut pas, par ailleurs, la possibilité, si tel devait être le besoin ou la demande.

reconnaître l'existence, au-delà des formes habituelles de scolarisation, de modes différents de rapport à la science et au savoir. Ces rapports à la connaissance et à la science, demandés bien souvent par des hommes et des femmes peu scolarisés sont possibles parce qu'ils ont pour base un champ de problématiques concrètes et circonscrites par des objectifs identifiés au travers un processus éducatif associatif lié à l'action et non régi par les règles de la scolarisation ou des pédagogies institutionnelles.

Pour répondre à ces exigences, il faut que l'université et les universitaires mettent en place les conditions spécifiques à ces formes d'action éducatives et de rapports aux connaissances. La mise en place de ces conditions est d'autant plus nécessaire que l'université a traditionnellement contracté des habitudes qui la situent encore bien loin des problématiques propres aux classes ouvrières et populaires.

Ceci dit, la promotion collective signifie ici, un processus éducatif d'apprentissage, d'accès à l'information et d'appropriation des moyens de connaissances, adapté à la dynamique associative-collective que se donnent des individus -autrement démunis - quand ils décident d'améliorer, de changer leurs conditions de vie dans des perspectives qui tiennent compte de leurs appréhensions de la réalité comme de leurs aspirations (relativement) autonomes.

Pour l'université, « il s'agit d'exercer, écrivent Bélanger et Daoust, un rôle de support en matière de formation, à l'action de développement de ces organisations et donc à la « promotion collective » de la majorité populaire dont elles véhiculent les besoins et les intérêts » ²⁷

Au-delà de cette définition générale, quelles sont les principales caractéristiques et spécificités de la promotion collective ?

1. Les caractéristiques

²⁷ BÉLANGER, P. et DAOUST, G., L'université dans une société éducative. De l'éducation des adultes à l'éducation permanente, Montréal, P.U.M. 1974. Cette définition a été adoptée par l'ACDEAULF lors de son séminaire de mai 1976 à Oxford. op. cit.

[Retour à la table des matières](#)

- a) celle de la clientèle : il s'agit de groupes en situation qui veulent modeler eux-mêmes leur avenir ;
- b) l'intention derrière la promotion collective est la mise en disponibilité des ressources de l'université et non la programmation universitaire créditée ;
- c) l'objectif de la promotion collective pour ces groupes est d'assujettir la connaissance à leur action. Ce qu'ils demandent, c'est une intervention éducative liée à une pratique.

2. Les spécificités

- a) quant à la clientèle :
 - il s'agit ici des classes ouvrières et populaires. Ces populations doivent recourir principalement à des moyens associatifs et collectifs pour promouvoir la qualité de leur vie quotidienne.
 - ces classes ouvrières et populaires ont des intérêts collectifs ;
 - ces classes sociales doivent conquérir les pouvoirs économiques, politiques et sociaux nécessaires à la promotion de leurs intérêts collectifs ;
 - ce que vise la promotion collective, c'est donc l'autodétermination des classes ouvrières et populaires et la promotion, par elles-mêmes, de leurs intérêts propres.
- b) quant à la finalité :
 - la promotion collective implique l'autodétermination -relative - des classes ouvrières et populaires ;

- elle implique les prises de pouvoir nécessaires à la réalisation de leurs intérêts ;
- elle implique aussi l'indépendance, relative, des classes ouvrières et populaires par rapport aux institutions qui peuvent chercher à entretenir la dépendance.

L'acceptation par l'université de la légitimité de la promotion collective implique la reconnaissance d'une diversité de façon d'entretenir les rapports avec les ressources intellectuelles et scientifiques dont elle constitue un important réservoir. A leur manière et dans leurs termes spécifiques, les classes ouvrières et populaires ont des besoins à l'égard de l'université et pour lesquels celle-ci doit trouver les modalités permettant d'y répondre de façon efficace et pertinente.

Les besoins

[Retour à la table des matières](#)

Dans la recherche des moyens permettant la promotion collective de leurs intérêts, les classes populaires se trouvent en face d'objets pour lesquels les universitaires possèdent des moyens de connaissance et d'expertise. La difficulté majeure ici, n'est pas l'absence et l'impertinence scientifique des besoins des classes populaires, mais bien plus les conditions dans lesquelles l'Université et les universitaires doivent y répondre.

Pour le moment, voyons d'un peu plus près quelle est la nature des besoins auxquels l'université devrait tâcher de répondre dans le cadre de la promotion collective des classes ouvrières et populaires.

Il n'est pas exagéré de dire ici que presque à chaque secteur de spécialisation, chaque intervention, chaque consultation, avis, expertise scientifique que font les universitaires peut correspondre un « besoin » spécifique des classes ouvrières et populaires. Prenons quelques exemples :

- a) Les politiques de sécurité du revenu concernent éminemment les classes populaires. En cette matière, l'Université offre régulièrement ses expertises aux organismes gouvernementaux et privés.

De façon générale les associations, groupes, syndicats de travailleurs qui se posent eux aussi beaucoup de questions à propos de la sécurité du revenu ne retrouvent pas leur problématique propre dans les études produites par l'université pour des organismes publics et/ ou privés.

D'autre part, pour faire la critique et l'élaboration des problématiques qui leur sont propres, les organisations ouvrières et populaires ont besoin du service de spécialistes.

- b) Dans l'industrie du vêtement et du textile, présentement, au Québec, les travailleurs sont en situation d'insécurité quant à l'avenir. Alors que les directeurs de ces industries ont en main les informations et les recherches sur les formes de développement à donner à cette industrie, les travailleurs s'inquiètent des possibilités de fermeture ou de chômage.

L'université possède les ressources susceptibles de répondre aux besoins d'information de ces travailleurs.

- c) Beaucoup de questions se posent en matière d'hygiène et de santé en industrie. Qu'il s'agisse des industries de transformation du cuivre, de l'amiante etc..., les travailleurs et leurs organisations sont à court de moyens adéquats pour faire l'étude de ces questions.
- d) Quels rapports existent-ils entre les conditions de travail et de vieillissement chez les travailleurs de l'industrie, du commerce, des services, etc... ? Quels changements qualitatifs et quantitatifs aux conditions de travail un syndicat peut-il demander pour contrer les problèmes de la retraite chez ses membres ?

- e) Un regroupement de travailleurs veut faire la critique de la politique du revenu minimum garanti et proposer des alternatives.
- f) Logement. Quelles alternatives envisager aux problèmes posés par l'expropriation et la démolition de zones d'habitations populaires ?
- g) Un syndicat, un regroupement, une association a besoin de dossiers, d'informations d'ordre historique sur une question donnée, etc...

Il est possible de multiplier à l'infini les besoins de recherches, d'expertises et de consultations scientifiques et spécialisées des associations et regroupements que se donnent les classes ouvrières et populaires. Chacun d'entre eux appelle et implique une intervention qui, toute adaptée qu'elle doive être à une pédagogie et à une didactique centrée sur la promotion collective, revêt des caractéristiques non opposées à la pratique scientifique et universitaire.

On a souvent pensé, et l'on pense encore, que la présence de représentants socio-économiques dans les diverses instances administratives et décisionnelles des universités constituait une garantie de leur caractère public et de leur mission de service à la collectivité.

Ce que nous avons vu jusqu'ici devrait être assez clair pour que nous reconnaissons que ce n'est pas là la façon de répondre et de rendre service aux collectivités ouvrières et populaires. Les organismes et associations qu'elles se donnent n'ont jamais été invités à siéger aux conseils d'administration des universités. Et, même si on les y invitait, elles n'y viendraient pas, faute de ressources à consacrer à une telle activité. Plus encore, leur refus serait en même temps une dénonciation d'un monde dont elles savent très bien qu'il ne s'intéresse pas à leurs problématiques et qu'il fonctionne suivant une dynamique et des objectifs qui leur sont bien souvent étrangers. Les demandes et besoins des classes ouvrières et populaires passent par la promotion collective avant de passer par la promotion individuelle. Dire cela n'est pas dénoncer l'université mais reconnaître les limites dans lesquelles s'inscrivent les tâches sociales et éducatives qu'elle s'est donnée jusqu'ici.

Cependant, parce qu'elle constitue un réservoir de pratiques et de ressources cognitives et scientifiques indispensables, à divers degrés, à tous les citoyens et à toutes les classes sociales, il est nécessaire de se demander comment l'université peut réellement et concrètement élargir le champ de diffusion et d'accessibilité de ses ressources aux classes sociales qu'elle a jusqu'à maintenant presque toujours ignorées.

Nous avons vu que la solution à cette problématique s'impose en vertu de nécessités et d'impératifs qui tiennent à l'importance que prennent l'appropriation et la maîtrise d'informations et de connaissances scientifiques et techniques dans la vie individuelle, sociale, économique, politique et culturelle d'aujourd'hui. Nous avons dit aussi que la solution consistait en la recherche de voies qui correspondent à la spécificité socioculturelle et économique des pratiques des classes ouvrières et populaires. Il en est ainsi pour ces classes sociales comme pour les autres : la différence majeure consiste en ce que l'université et les universitaires vivent en relation de proximité presque exclusive avec les classes sociales déjà privilégiées, et partant, ont déjà institué les chemins qui conduisent à elles.

Si l'éloignement dans lequel ont été tenues jusqu'ici les classes ouvrières et populaires tient à des conditions socio-économiques d'existence, il tient aussi à une forme « d'ethnocentrisme de classe » qui a consisté à nourrir l'idée qu'elles n'ont pas de capacités, d'intérêts et de besoins pour les choses scientifiques. Il tient aussi aux inégalités individuelles et sociales que nous continuerons à reproduire dans une histoire encore écrite à l'enseigne des dominations. Dans ce contexte, une idéologie élitiste de la science et des pratiques de connaissance et d'apprentissage nous a empêché d'entendre et de répondre aux besoins spécifiques des classes populaires.

Le rapport qu'entretiennent ces classes sociales avec le monde du savoir, de l'information et de la science obéit à une dynamique cognitive et pédagogique autre que la nôtre. Mais, il n'y a pas là raison de conclure en l'absence d'intérêt, de besoins, de nécessités et de capacités.

Si l'Université et les universitaires reconnaissent cette réalité, ils doivent y faire face avec les moyens appropriés et pertinents. C'est pourquoi la mise en place d'une fonction spécifique de service à la collectivité doit s'appuyer sur une dynamique de promotion collective. Mais cela ne se fera pas spontanément et sans difficultés.

Autant les classes populaires ne constitueront pas leurs rapports à la science et la connaissance à la manière d'une génération spontanée et cela, malgré leurs besoins réels, autant l'Université et les universitaires ne trouveront pas sans efforts et moyens adéquats les voies par lesquelles leurs ressources deviendront pertinentes et accessibles à ces populations qui, à bien des égards, leur sont étrangères.

C'est dire ici les contraintes et les difficultés de la mise en place d'une fonction de service aux collectivités ouvrières et populaires. C'est aussi se demander par quels moyens et de quelle façon tout cela peut s'opérationnaliser. C'est ce que nous regarderons maintenant de plus près.

L'Université pour qui ?

Chapitre II

Difficultés et modalités de la promotion collective

« La spécificité des besoins de formation des groupes de travailleurs organisés rend de plus en plus difficile l'utilisation des programmes et du matériel éducatifs qui ont été produits ailleurs. Le choix des chercheurs et des éducateurs qui souhaitent travailler avec les groupes ouvriers ne suffit pas à résoudre les problèmes d'une action autonome de recherche et de production de matériel éducatif. On s'aperçoit que les instruments et le matériel didactique dont on dispose ne sont pas neutres et qu'une recherche nouvelle doit être développée dans le cadre des sciences économiques, sociales et pédagogiques.

L'économie et la sociologie de l'éducation académique n'ont pas de solution exhaustive à donner aux problèmes de formation qui se posent aux organisations et groupes de travailleurs ; les travailleurs, leurs intérêts éducatifs, le marché du travail vu par les travailleurs sont de nouveaux domaines de recherche, nécessaires pour donner des bases solides en matière de formation. »

GELPI, ETTORE,

« Syndicats et éducation : lignes et tendances »,
revue POUR, no 42, Paris, UNESCO, p. 69.

[Retour à la table des matières](#)

« Depuis une dizaine d'années, les « animateurs Sociaux », les « responsables d'éducation populaire », les « intervenants », etc..., se sont multipliés. Plusieurs questions se posent. Prenons-en une. S'agit-il d'intégrer les travailleurs aux concepts, aux objectifs, aux modèles d'action des « éducateurs » ? Ou s'agit-il que les « éducateurs » entrent dans la culture et l'éducation que les travailleurs se donrient ?

Pendant que des « animateurs » passent une journée à préparer une réunion, à évaluer, à stratégifier, etc..., durant ce temps les travailleurs sont enfermés dans le bruit de l'usine, ils sont esclaves de la chaîne de montage, ils sont dans le fond de la mine, ils sont branchés sur des structures d'acier, ils sont à respirer les acides, etc... « Les animateurs » ont drôlement l'occasion de prendre une maudite avance « intellectuelle » sur ceux qui sortiront de la « shop » fatigués et combattront le sommeil durant une assemblée.

« L'éducateur » vient-il éduquer ou vient-il participer à une éducation déjà vivante. »

LEBEAU, JEAN-MARC,
« Le travail, élément de l'éducation »,
revue *Prospective*, Montréal,
avril-juin 1975, vol. 11, nos 2-3

[Retour à la table des matières](#)

Toute la question consiste maintenant à savoir comment il est possible de développer les objectifs de la promotion collective dans l'Université. Pour ce faire, nous évoquerons les diverses difficultés, contraintes et conditions qu'impose la promotion collective. Nous parlerons des moyens et des formes que pourraient prendre des actions dans le contexte (de la promotion collective). Enfin nous parlerons de l'enrichissement qu'une telle pratique éducative peut apporter aux fonctions habituelles d'enseignement et de recherche de l'Université.

Difficultés et contraintes générales

[Retour à la table des matières](#)

Dans un article intitulé « L'Université et les milieux populaires »²⁸, Michel Blondin affirme que l'Université et les milieux populaires sont deux réalités étrangères l'une à l'autre et en continuelle tension. Il met en relief aussi le processus de contestation que doit subir ces derniers temps l'Université, principalement par la démystification de la répercussion automatique de l'éducation dans le domaine de l'épanouissement collectif ; le thème « qui s'instruit s'enrichit » est faux. La même sorte de démystification est observée par l'auteur vis-à-vis des diplômes et de l'école. Pour lui, l'Université est une institution en crise et contestée dans ses fondements mêmes : l'Université ne s'est pas encore redéfinie. Elle n'a pas encore prouvé sa capacité de se renouveler. Il fait part aussi de l'éloignement et d'une méprise que commettent les milieux ouvriers et populaires à l'égard de l'Université ; il soutient que les milieux populaires ont boycotté l'Université sans mot, sans éclat mais effectivement en ne s'y intéressant pas, en la désaffectant, en s'en faisant expulser ; ils ont vite perçu que l'Universi-

²⁸ BLONDIN, Michel, « L'Université et les milieux populaires », dans Daoust-Bélanger, l'Université dans une société éducative, op. cit., Vol. II, Montréal, 1973. Nous reproduisons ici le résumé qu'en fait Julio FERNANDEZ dans L'Université et les milieux populaires : perceptions et attentes, Faculté de l'éducation permanente, Université de Montréal, septembre 1975, p. 40 sq.

té n'avait pas la même appréhension de la réalité et qu'elle n'était pas un instrument au service de leurs besoins et intérêts propres.

Même si la position de Blondin est, d'emblée assez négative vis-à-vis de la question comme telle, elle apporte cependant des éléments très intéressants qui font penser qu'un rapprochement est possible. Mais cette possibilité de rencontre de deux réalités étrangères est un défi à relever et selon lui, cela consisterait pour l'Université à :

- prouver par les faits que cette relation est possible ;
- chercher et définir une nouvelle pédagogie appropriée à ces milieux ;
- lier la formation universitaire aux problèmes réels, au « vécu » des populations et à des actions en voie de réalisation.

Il est finalement intéressant de constater que, selon Blondin, l'Université aurait quelque chose à faire pour les milieux ouvriers et populaires ; il présente cette tâche sous la forme de propositions. En résumé, ces propositions sont :

- a) la création d'une banque de personnes-ressources. Les milieux populaires ont souvent besoin de spécialistes pour faire certaines études et pour approfondir les implications de certaines hypothèses qu'ils amorcent. Or, faute de ressources, ils ne peuvent compter sur ces collaborations, sinon de la part de quelques individus isolés.

« La constitution d'une telle banque de ressources, note Blondin, pourrait enrichir l'action des milieux populaires et renouveler certains professionnels. Par le fait même, l'Université retrouverait un stimulus nouveau. »

- b) le soutien à des processus de formation liés aux actions que mènent les milieux populaires et l'élimination de toutes les formes de mystifications souvent liées au langage universitaire.

En conclusion, Blondin identifie deux exigences auxquelles l'Université ²⁹ devrait selon lui se conformer :

1. « que l'Université assume elle-même tous les frais d'une telle opération à même ses fonds ;
2. que l'Université désigne rapidement un agent de liaison qui aurait la responsabilité d'étudier un tel projet avec les milieux ouvriers et populaires concernés, de connaître tout ce qui se fait comme action dans les milieux populaires, d'agir comme relais et catalyseur de l'Université et des milieux populaires après avoir fait le bilan des ressources disponibles à l'Université. »

Notons ici que la recommandation de Blondin vise particulièrement les conditions d'une action de l'Université avec des regroupements, associations etc., les moins structurées et organisées des classes populaires, à la différence, par exemple, des organisations syndicales et coopératives. Aussi est-il nécessaire de noter qu'il y a là des différences suffisamment importantes pour qu'il faille rechercher des modalités d'action qui soient conséquentes ³⁰.

²⁹ Voir aussi LAFLEUR, Guy, La promotion culturelle et collective des classes défavorisées, Montréal I.C.E.A., 2e édition, mai 1975.

³⁰ À cet effet, nous renvoyons le lecteur à des documents qu'il serait trop long de résumer et de discuter dans le cadre de cet essai. Ces documents sont pertinents en ce qu'ils expliquent en particulier la nature des rapports qui devraient s'instaurer entre l'Université et les organisations syndicales. Il s'agit de :
LIZEE, Michel, L'Université face à la formation syndicale, Rapport de recherche soumis à l'UQAM, Montréal, mars 1973.
L'Université face à la formation syndicale. Contenus et hypothèses de financement. Service de l'éducation permanente, UQAM, janvier 1974.
Protocole UQAM-CSN-FTQ, décanat des études de 1er cycle, UQAM, 1976.
BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (B.I.T.), Symposium on the role of universities in Worker's Education, Genève, International Labour Office, 19-28 novembre 1973, ronéotypé.

D'une manière générale, la nature même des objectifs de la promotion collective commande un développement qui doit tenir compte des difficultés et des contraintes suivantes :

1. L'inexpérience de l'Université en matière de promotion collective et l'absence des conditions matérielles requises par un tel projet. L'Université n'est pas un lieu familier aux milieux ouvriers et populaires.

De plus, il n'y existe aucun point d'appui, de liaison et de communication où ces derniers pourraient se référer pour connaître les ressources dont ils auraient éventuellement besoin. Il n'y existe pas de « mécanismes » rendant possible l'ouverture de l'Université et des universitaires aux milieux ouvriers et populaires, non plus que des moyens rendant possibles des interventions dans ces milieux. En conséquence :

L'Université doit créer une structure d'accueil pour les milieux ouvriers et populaires. Les principales tâches de cette structure d'accueil devraient consister à faire connaître les ressources universitaires utiles à ces milieux ; à offrir des services permanents de liaison entre les ressources et leurs utilisateurs ; faire l'évaluation constante de la pertinence de ces ressources pour les utilisateurs.

L'Université doit aussi rechercher les moyens de financement adéquats pour ces services et les projets qui en origineront.

2. Les milieux ouvriers et populaires ont toujours été absents physiquement et « culturellement » de l'Université. Plus encore, l'Université continue de fonctionner comme si la société était homogène ; le résultat de cet état de fait, c'est l'ignorance et la non reconnaissance par l'Université des pratiques sociales et culturelles propres aux milieux ouvriers et populaires.

D'autre part, il y a chez les universitaires, exception faite de quelques individus, un manque de préparation pour une telle tâche. En conséquence : La distance et la coupure entre l'Université, les universitaires et les milieux populaires ne pourront

s'effacer que lentement et sur la base d'expériences concrètes de liaisons dans des projets précis avec les milieux ouvriers et populaires.

C'est sur la base de cette expérience pratique que pourra apparaître une pédagogie du collectif, des besoins, des intérêts, des moyens d'intervention et des pratiques scientifiques adéquates pour ces milieux.

3. La méfiance légitime des milieux ouvriers et populaires à l'égard de l'Université et des universitaires. Cette méfiance ne pourra s'estomper que sur la base d'une expérience démontrant, non seulement la volonté réelle de l'Université et des universitaires de mettre leurs ressources au service de ces milieux, mais aussi dans la mesure où ils auront fait la preuve concrète qu'ils respectent l'autonomie et les objectifs propres de ces milieux.

Comme nous l'avons déjà expliqué, il est certain que la réalisation des objectifs de la promotion collective ne peut se faire sans une profonde dialectique entre l'Université et les universitaires qui s'y investissent et les classes ouvrières et populaires. Mais plus encore, les objectifs de la promotion collective ne seront réalisables que dans la mesure où l'ouverture et la pratique éducative « nouvelle » qu'ils commandent à l'Université, se répercuteront dans les tâches d'enseignement et de recherches habituelles des universitaires. En d'autres mots, il ne s'agit pas simplement de développer un espèce de service autonome par lequel seraient canalisées les demandes issues des classes ouvrières et populaires.

Il existe une diversité de formes et de moyens à travers lesquels l'Université et les universitaires peuvent entreprendre des actions de promotion collective. Ces formes et moyens varient suivant ceux avec qui ces actions sont entreprises et elles sont déterminées par les pratiques et les objectifs spécifiques de ces derniers, tout autant que par les contraintes des ressources universitaires elles-mêmes. Aussi, faut-il le dire, les modalités d'opérationnalisation de la promotion collective sont-elles redevables du type de structure, d'organisation et de fonctionnement interne de chaque université, tout autant que de ses particularismes régionaux.

Cela signifie qu'aucune action de promotion collective ne peut être initiée, conçue, formulée et produite en dehors de formes variées et diverses de liaisons entre les groupes/ organismes ouvriers et populaires et les universitaires. Cela indique que la promotion collective constitue le produit d'un processus autonome commandant ses propres règles de fonctionnement et de production. Ce processus est fondamentalement pédagogique. Il est la rencontre, en quelque sorte, de deux « apprenants », il implique l'élimination de toute forme « d'impérialisme scientifique » de la part de l'universitaire comme toutes formes d'empirisme au sens où l'on peut dire qu'il s'agit là de deux obstacles épistémologiques majeurs à toute entreprise de connaissance et d'action. C'est dans une démarche concrète et réciproque d'apprentissage que le groupe, / organisme ouvrier et populaire d'une part et l'universitaire d'autre part, pourront en arriver à trouver ensemble les moyens d'ajuster les impératifs de la connaissance à ceux de l'action.

Il n'y a donc pas de formule ni de solution magique. Parler du développement d'une fonction de promotion collective dans l'Université, ce n'est pas ouvrir un espèce de magasin général de connaissances et de ressources scientifiques accessibles aux classes ouvrières et populaires. Ce n'est pas non plus ouvrir un espèce de comptoir de charité où l'on répondrait bénévolement, sur demande, à des besoins exprimés.

Ceci étant dit, quelles formes et quels moyens peuvent emprunter des actions éducatives dans le contexte de la promotion collective ? Comme nous l'avons déjà dit, ces formes et moyens varient suivant la conjoncture et la nature du groupe/organisme ouvrier et populaire, de même qu'en fonction des ressources universitaires. Avant d'aller plus loin, parlons donc des ressources universitaires.

Quelles ressources l'université peut-elle offrir aux classes ouvrières et populaires ?

[Retour à la table des matières](#)

Les ressources universitaires, malgré leur pertinence relative pour toutes les classes sociales de la société, ne servent encore qu'à alimenter la formation, le développement et l'action des classes les plus privilégiées.

Il est maintenant temps d'aller plus loin et de montrer comment les ressources universitaires et scientifiques peuvent être utiles, pertinentes et recevables, même par des classes sociales généralement moins « scolarisées » que celles avec lesquelles l'Université entretient ses principaux rapports (via les processus de formation individuelle et/ou de participation à l'analyse et à l'étude des problématiques gouvernementales, para-gouvernementales et celles d'organismes privés).

Nous ne ferons pas ici une liste exhaustive des ressources universitaires non plus que de leurs pertinences multiples pour les classes ouvrières et populaires. Ce travail demeure encore à faire dans chacun des secteurs de l'Université. Mais, à titre d'exemple, voyons quelques cas qui ne tiennent pas compte, par ailleurs, d'une dimension interdisciplinaire dont il faudrait aussi tenir compte dans l'action concrète.

1. Les ressources des secteurs des « sciences » (biochimie, biologie, physique, géologie, informatique, etc.)

Les ressources de ces secteurs universitaires peuvent être utiles pour des problématiques et besoins aussi divers que :

- des études, recherches, dossiers sur les effets de certains éléments présents dans les milieux de travail tels que le bruit, le plomb, le mercure, la poussière, les gaz, les polluants divers, les solvants, les détergents, etc.

- divers aspects concernant les conditions de travail : cadences, changements d'horaires ;
- rapports entre conditions de travail et vieillissement physiologique ;
- expertises ou documentation sur la valeur préventive de certains appareils protecteurs : masque de soudeur, etc.
- alimentation : valeur nutritive des produits vendus sur le marché ;
- informatisation des informations, connaissances, recherches etc., existantes sur des questions intéressant les conditions de vie et de travail des classes ouvrières et populaires
- recherches sur les médicaments ;
- la qualité des produits de consommation et leur durabilité ;
- informations et recherches sur la technologie et le machinisme, incidences sur la qualité de vie dans les milieux de travail, etc.

Aux scientifiques s'ouvre ainsi tout le champ de la qualité des conditions de vie et de travail défini sur la base des intérêts et des objectifs spécifiques des classes ouvrières et populaires. Soulignons de plus l'importance et l'urgence, pour ces classes sociales, de pouvoir bénéficier de moyens de connaissances et d'informations rigoureux dans un contexte qui est sous l'emprise relativement forte de la technologie et de la science. Or, il existe une quantité importante d'informations techniques et scientifiques, souvent déjà produites, mais inaccessibles et inconnues de ceux qui, la plupart du temps, en vivent les effets.

2. Les ressources en sciences humaines et en sciences sociales

Tout se passe comme si l'Université était tellement habituée à travailler avec les couches dirigeantes des secteurs publics et privés de l'économie, qu'elle va parfois jusqu'à ne pas dévelop-

per des capacités de recherches et des compétences sur des questions intéressant les couches ouvrières et populaires. Il en est ainsi, entre autre, de toute la question de la spéculation foncière et des études du marché de l'habitation, des recherches et études sur la rémunération au rendement, l'endettement et le système du crédit.

Si, par ailleurs, l'Université peut et doit développer des techniques utiles aux dirigeants d'entreprises, pourquoi ne développerait-elle pas des capacités à répondre à des besoins définis par des expériences et projets économiques d'origine ouvrière et populaire (coopératives, entreprises auto-gérées, etc.). ? Il est, d'autre part, tout aussi pertinent et utile de travailler avec un groupe de citoyens à l'analyse et à la critique d'une politique gouvernementale de revenu garanti qu'il peut l'être d'agir comme expert auprès de ce même gouvernement sur la même question !

De façon générale, il est possible d'affirmer que jusqu'à présent, peu de connaissances ont été produites sur des réalités et phénomènes historiques, sociaux, politiques, psychologiques, culturels, intéressant directement les conditions de vie et de travail des couches ouvrières et populaires. De même qu'il y a peu ou pas de connaissances produites sur des phénomènes tels les processus de connaissance, l'épistémologie, le rapport au savoir, la pédagogie dans les classes ouvrières et populaires. Par exemple, si ces derniers recourent aux théories et techniques du travail en groupe (relations humaines, dynamique de groupe, animation, etc,) c'est la plupart du temps avec beaucoup de réticences. En effet, si ces théories et techniques sont pour eux d'une grande utilité, elles restent marquées de caractéristiques « idéologiques » appartenant aux autres couches sociales et desservant des objectifs différents. Il y a là pour les groupes ouvriers et populaires un besoin certain : celui de « construire » une théorie et des techniques de travail en groupe répondant à leurs propres caractéristiques et besoins, basées sur une pédagogie de la libération plutôt que de l'intégration. Cela signifie l'analyse et la critique des modèles couramment utilisés et, plus que cela encore, une production de connaissances nouvelles.

C'est dans un contexte de liaison et de coopération avec eux que les universitaires peuvent non seulement apprendre les différences mais aussi développer, avec eux, de nouvelles régions de connaissances scientifiques.

Ce dont nous venons de parler souligne que l'introduction d'objectifs de promotion collective peut être l'occasion de renouveler la recherche de même que ses problématiques et ses processus de travail. Cela signifie que la promotion collective n'est pas seulement la réponse à des demandes et besoins immédiats, mais elle peut aussi engager l'université dans des tâches à long terme dont la pertinence pour les classes ouvrières et populaires tiendra dans la qualité des rapports qu'auront avec elles les universitaires.

Par ailleurs, c'est sans doute en commençant à développer des moyens de répondre à des demandes plus immédiates que les universitaires parviendront à faire l'apprentissage des conditions et des particularités inhérentes aux besoins de promotion collective des classes ouvrières et populaires. C'est aussi, de cette façon, qu'ils pourront peu à peu conquérir auprès d'eux la crédibilité et la confiance indispensable. Les ressources en sciences humaines et en sciences sociales peuvent, dans cette optique plus immédiate, être pertinentes de plusieurs manières :

- contributions à l'analyse, à la critique et à la recherche d'alternatives aux politiques et/ou dossiers gouvernementaux ;
- dossiers, études, etc. sur des questions ayant trait aux dimensions quantitatives et qualitatives de la vie urbaine : transport, habitation, construction de routes, zonage, loisirs, etc. ;
- un groupe de citoyens est en train de mettre sur pied une coopérative d'alimentation. Pourquoi ce groupe ne pourrait-il pas faire appel aux ressources universitaires (professeurs, chercheurs, étudiants) pour recevoir, pendant quelques mois, l'expertise et la formation dont il a besoin : gestion des affaires, étude du marché et impact de la coopérative sur le milieu, méthode de participation et évaluation ;

- les habitants d'un quartier décident de s'opposer au passage d'une autoroute ³¹ parce qu'ils ne veulent pas que leur quartier soit détruit ou morcelé par son passage dans cette zone résidentielle. D'autre part, ils considèrent comme intolérable la destruction de plusieurs centaines de bons logements raisonnablement grands et à loyer modique alors qu'il y a pénurie de tels logements. Leur analyse, dans ses traits essentiels, rejoint celle de grands spécialistes de l'aménagement urbain qui sont convaincus que cette solution, - la percée d'une autoroute - produit des changements majeurs et destructeurs, sans résoudre significativement le problème initial : la circulation automobile dans le centre-ville.

L'université possède les ressources qui pourraient apporter un appui à la revendication de la population en recherchant toutes les données pertinentes (nombre de personnes déplacées, coût de ces dérangements...) en identifiant avec précision les conséquences d'une telle transformation (mutilation du quartier, diminution des logements, modifications des rapports sociaux...) et en recherchant de meilleures alternatives (autre tracé, transport en commun, autres solutions à la saturation automobile...).

Par la même occasion, se présente la possibilité exceptionnelle d'apporter à la population de ce quartier, particulièrement engagée, une formation et de l'information sur toutes sortes de problèmes reliés à l'aménagement urbain (circulation, logement, transport individuel et public, pollution, santé, etc.) et sur des questions plus générales comme nos structures politiques (urbaine et provinciale), nos mécanismes

³¹ Nous reproduisons ici, dans sa presque intégralité, un extrait de l'article de Michel BLONDIN, op. cit., pp. 64-66.

économiques (lois du marché, l'industrie automobile et la construction, etc.) et les mécanismes juridiques ³².

Nous pourrions poursuivre encore longuement la liste des possibilités d'intervention de l'université dans le sens de la promotion collective des classes ouvrières et populaires. Mais arrêtons-nous ici. Dans la mesure où la recherche scientifique et les connaissances sont, à un moment ou à un autre, en liaison avec des phénomènes concrets-réels et historiques, il suffit, dans bien des cas, d'interroger la science dont on est le spécialiste, à partir des questions et des problématiques qui sont celles des classes ouvrières et populaires pour découvrir en même temps combien elle peut leur être une ressource et aussi comment elle peut leur être acheminée.

Mais l'université possède plus que des ressources humaines et scientifiques. Elle possède des ressources matérielles, techniques et culturelles. Pourquoi les groupes ouvriers et populaires ne pourraient-ils pas utiliser les locaux, salles, auditorium de l'Université ? Pourquoi l'université ne développerait-elle pas des modalités d'accès à ses centres de documentation et à ses bibliothèques, de même qu'à ses

³² Notons qu'à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), l'une des originalités du département et du module de sciences juridiques consiste précisément à travailler en liaison avec des problématiques particulières aux classes ouvrières et populaires. Dans ce contexte, le département et le module, mettent leurs ressources humaines et scientifiques au service de groupes ouvriers et populaires. L'histoire de ce « secteur » universitaire est bien récente mais elle démontre toutefois clairement :

- a) que cette façon de travailler en liaison avec des problématiques « autres », issues des classes ouvrières et populaires, enrichit et développe le champ des connaissances juridiques, etc. ;
- b) qu'il y a un mode d'approche différent de la chose juridique pour laquelle on a jusqu'ici développé peu de connaissances ;
- c) que les classes ouvrières et populaires ont besoin de s'approprier à leur façon la connaissance juridique et que l'université constitue pour eux une ressource à cet égard ;
- d) que le besoin est tel, qu'il faudrait au département et au module des sciences juridiques, plus de ressources qu'il n'en a pour intervenir de façon encore plus efficace.

laboratoires divers aux groupes ouvriers et populaires ? Pour ce faire, il faudrait que ces « ressources » deviennent accessibles.

Nous sommes conscients de n'avoir pas fait un tableau exhaustif des ressources universitaires mais il est déjà suffisamment éloquent pour laisser entrevoir les multiples façons par lesquelles l'Université pourrait accroître sa présence dans la collectivité, et comment les milieux ouvriers et populaires pourraient quant à eux, utiliser à leur profit des moyens qu'on a jusqu'ici tenus en dehors de leur portée.

Les modalités d'opérationnalisation d'une fonction de service à la collectivité axée sur la promotion collective

[Retour à la table des matières](#)

Répondre à cette question, c'est revenir aux objectifs de la promotion collective, à leurs conditions et à leurs contraintes, tout en faisant état de ce qu'ils peuvent et doivent avoir comme effet de changement sur la pratique d'enseignement et de recherche. Ainsi une action faite dans le cadre de la promotion collective doit :

1. mettre à contribution le maximum de ressources éducatives et scientifiques de l'université au profit du développement de la connaissance des conditions de vie et problèmes rencontrés par les divers groupements ouvriers et populaires et cela, essentiellement, à partir des besoins, intérêts et objectifs scientifiques de ces groupes. Ici, il n'y a pas de médiation possible.
2. rendre disponibles les ressources intellectuelles et scientifiques de l'Université au bénéfice de ces groupes dans des conditions pertinentes pour eux ;
3. inciter les professeurs, chercheurs, étudiants et techniciens de l'Université à contribuer dans leurs activités régulières ou dans

le cadre d'activités spéciales à la production de connaissances, d'expertises, d'informations (etc.) suivant leurs capacités propres et leur disponibilité, sur les diverses dimensions de la vie des milieux populaires de la région et en rapport avec les besoins, intérêts, objectifs à court terme, à moyen terme et à long terme de ces milieux ;

4. que les diverses activités et productions réalisées soient toujours le résultat de formes de communications concrètes entre ces groupes et ces professeurs, chercheurs, étudiants, techniciens, etc. ;
5. que les activités et productions soient toujours conçues de telle sorte qu'elles puissent servir de moyens de formation et de changement pour les individus et/ou les groupes de ces milieux populaires. Cela signifie que l'objectif poursuivi est la diffusion et la communication dans des formes et dans des modes tenant compte des pratiques éducatives et des pratiques de changements spécifiques à ces groupes ;
6. développer les formes de coopération par lesquelles ces groupes pourront non seulement encadrer les travaux qui sont produits mais aussi s'approprier les outils scientifiques dont ils ont besoin ;
7. développer dans l'Université les moyens appropriés pour offrir aux professeurs, étudiants, chercheurs, techniciens intéressés par cette coopération, les supports matériels, organisationnels et intellectuels requis.

La nature des interventions universitaires, en matière de promotion collective, peut être diverse : consultation écrite et/ou verbale, exposé dans le cadre d'une réunion, session de formation. Il peut s'agir de la production d'un dossier, d'une recherche et d'une expertise de laboratoire, d'une enquête et d'une recherche sur le terrain, de la production de documents filmés sur vidéographe ou encore d'analyse informatique de données (etc.). Tout cela signifie que les ressources de l'université peuvent servir à alimenter des besoins de connaissances, des besoins éducatifs, liés à des actions et à des projets qu'animent des grou-

pes ouvriers et populaires. Il y a plus encore : l'acceptation par l'Université des objectifs de la promotion collective peut enrichir les pratiques d'enseignement et de recherche par des problématiques et des objets de connaissances nouveaux.

Mais, il faut aller plus loin encore en ce qui regarde les modalités d'opérationnalisation de cette fonction nouvelle de l'Université. En effet, à moins d'espérer que cette fonction de service aux collectivités ouvrières et populaires s'opérationnalise spontanément, l'Université devra trouver des mécanismes de jonction appropriés avec les organismes et associations que se donnent ces classes sociales. De tels mécanismes doivent :

1. Être le lieu où des organismes du milieu peuvent s'adresser lorsqu'ils souhaitent une collaboration universitaire afin de trouver les ressources dont ils ont besoins ;
2. Faciliter l'élaboration et la réalisation conjointe de programmes ;
3. Sensibiliser et impliquer le milieu universitaire à la mission de service à la collectivité ;
4. Soutenir et encadrer les efforts d'insertion des universitaires dans les milieux et l'adaptation de leur démarche ou de leur langage aux besoins des groupes visés ;
5. Assurer une continuité institutionnelle à cette fonction de services à la collectivité.

L'on pourrait ainsi prévoir, par exemple, la mise sur pied de comités de travail conjoints Université-milieux ouvriers et populaires, l'organisation au sein de l'Université d'équipes de coordonnateurs ou de « traits-d'union » ayant à la fois une préparation académique suffisante et une bonne connaissance de ces milieux sociaux, la mise sur pied d'équipes multidisciplinaires travaillant avec les organismes ouvriers et populaires, etc.

Enfin, l'Université devra aussi réexaminer son fonctionnement si elle veut opérationnaliser cette fonction de service aux collectivités ouvrières et populaires. Elle devra se demander si la valorisation actuelle de la publication dans des revues scientifiques spécialisées, comme mode de diffusion du savoir, doit être entretenue comme seul mode de communication des connaissances. Elle devra chercher comment valoriser la participation de ses professeurs aux activités de services à la collectivité (par rapport aux définitions et aux répartitions actuelles des tâches d'enseignement et de recherche). L'on devra aussi ré-étudier le mode de financement des universités qui, à l'heure actuelle, condamne à l'autofinancement toute activité non-créditée, y compris toute activité s'inscrivant dans les cadres de la promotion collective et des services à la collectivité.

L'opérationnalisation d'une fonction de service à la collectivité ouvrière et populaire axée sur la promotion collective n'est pas chose simple et facile. Il faudra y mettre les moyens nécessaires (financiers, institutionnels, organisationnels, politiques, etc.) pour que, simultanément l'Université et les universitaires modifient leurs façons univoques de travailler et que les organismes et associations des classes ouvrières et populaires accordent une crédibilité aux intentions que manifeste ce projet. Il faudra que l'Université et les universitaires se donnent et acceptent les recyclages que cette action éducative et cette pédagogie nouvelle impliquent et nécessitent. Ils devront reconnaître et accepter le fait que la dynamique propre de cette action éducative obéit à des lois différentes de celles auxquelles ils sont habitués, et qu'elle commande des formes d'organisation, d'opérationnalisation et des méthodologies dont les règles risquent d'être d'abord définies par les organisations ouvrières et populaires elles-mêmes.

Il s'agit là d'un projet, d'un objectif de taille qu'on demande à l'Université et aux universitaires d'assumer. Il s'agit d'une espèce de défi proposé aux universitaires. C'est peut-être ainsi que l'Université, les universitaires et toute l'entreprise éducative et scientifique pourront échapper aux tentations de plus en plus pressantes d'un économisme et d'un fonctionnalisme qui ont pour principal danger d'engendrer l'univocité des discours et des pratiques ainsi que l'absence de la critique régénératrice.

La promotion collective est une pratique éducative (au sens large) reliée à l'exercice de responsabilités ou à l'action sociale dans les associations et regroupements de citoyens, les syndicats, les coopératives.

À cet égard, il faut bien comprendre que l'Université et les universitaires n'ont pas pour rôle de travailler à faire la promotion collective des classes populaires. Leur rôle ici en est un de support en matière de formation (etc.), à l'action de développement de leurs organisations et donc, à la « promotion collective » des classes populaires dont elles véhiculent les besoins et les intérêts. Fondamentalement, la « promotion collective », en tant que finalité d'une intervention universitaire, implique l'autodétermination des classes populaires, les prises de pouvoir nécessaires à la réalisation de leurs intérêts et leur indépendance par rapport aux institutions qui peuvent chercher à entretenir des formes de dépendance.

Il appartient donc aux classes populaires et à leurs organisations autonomes de décider elles-mêmes des objectifs et des formes qu'elles veulent donner à leur promotion collective. Penser autrement le rôle des universités et des universitaires reproduirait les conditions de dépendance et de désappropriation dont les classes populaires cherchent à se libérer en se donnant des modes collectifs d'éducation et d'action.

L'universitaire - et cela vaut pour tout « intellectuel » et tout éducateur - ne vient pas « éduquer » les classes populaires. Il vient participer à une éducation déjà vivante. Cela ne nie pas « l'autonomie » de sa démarche, cela la relativise en lui posant clairement la contrainte d'insérer ses « rapports » à l'intérieur d'une démarche, d'une dynamique déjà engagée. Au fond, à bien y penser, il s'agit pour lui d'être pédagogue au sens plein du terme c'est-à-dire ni démagogue, ni dogmatique, ni spontanéiste, ni manipulateur, mais dialectique.

Dans ce contexte, le rôle de l'université et des universitaires doit consister principalement à rendre accessibles aux organismes de promotion collective des classes populaires les outils scientifiques, les connaissances et les informations dont ils ont les habiletés ou la « propriété ».

Parmi l'ensemble des institutions éducatives et scientifiques, l'université constitue encore l'un des lieux les plus riches en ressources humaines et scientifiques. Quels rôles l'université peut-elle jouer dans une conjoncture sociale où la majorité populaire est désappropriée et privée non seulement des outils scientifiques mais aussi des productions de la recherche scientifique ? Quelles conditions doivent être réunies pour que l'université puisse développer en son sein une nouvelle pratique éducative en réponse aux besoins de connaissance des classes populaires ? C'est là la tâche nouvelle qui s'offre aux universitaires.

L'Université pour qui ?

Chapitre III

Service à la collectivité et promotion culturelle

[Retour à la table des matières](#)

« Aujourd'hui, les régions actives de l'intellect ne sont plus la littérature ou la spéculation. Un nouveau champ émerge. Ce sont les questions des infirmières ou du gardien de prison qui intéressent ou qui devraient intéresser les intellectuels. Elles sont infiniment plus importantes que les anathèmes que se jettent à la tête les intellectuels parisiens ».

FOUCAULT, Michel,
Le Nouvel Observateur,
no 670, 12-18 septembre 1977, Paris, p. 49.

« La diffusion de la science au public tend à garantir cette science contre le public. La science reste dans une sphère séparée avec laquelle le peuple n'a qu'un rapport de participation dépendante. La dichotomie entre le public et la science n'est pas d'ordre conceptuel, mais institutionnel ; ce qui signifie qu'une véritable communication de la science au public supposerait une modification de l'ordre social, une dissolution du clergé scientifique parmi les laïcs. Nous avons mentionné des recherches mettant en évidence que les moyens d'émission à partir de la communauté scientifique étaient précisément réglés pour maintenir l'intégrité

de celle-ci et il serait facile de montrer que, du côté de la réception, l'attitude sert à maintenir la distance à l'égard de l'institution scientifique ; le savant n'est pas regardé en tant qu'il communique un savoir, mais en tant que l'homme qui sait. Dès lors, son discours proprement scientifique est moins important que l'image qu'il donne de lui-même, image à la fois familière et distante ».

ACKERMANN, W. et DULONG R.,
« Un nouveau domaine de recherches : la diffusion des connaissances scientifiques »,
Revue française de sociologie,
Paris, 1971, pp. 386-387.

En ayant pour horizon une université travaillant à diversifier ses alliances sociales, nous avons déjà longuement parlé de la nécessité d'y développer une fonction spécifique de services à la collectivité axée sur la promotion collective des classes ouvrières et populaires. En tant que mode principal et dominant de fonctionnement de l'ensemble de la pratique universitaire, nous avons dit combien et comment la promotion individuelle ne pouvait constituer l'unique canal par lequel l'université pouvait se définir comme un service à la collectivité et répondre ainsi à la diversité des besoins éducatifs de la population.

Il existe une troisième voie possible d'intervention de l'université auprès de l'ensemble de la collectivité : la promotion culturelle. Se distinguant à la fois de la promotion individuelle et de la promotion collective, cette autre forme de service à la collectivité constitue un moyen par lequel l'Université et les universitaires peuvent répondre à des besoins éducatifs individuels et sociaux, dont la caractéristique principale est de ne pouvoir être satisfaits dans les cadres définis par la formation professionnelle et para-professionnelle tout autant que par l'action collective stricte.

Disons, avant d'aller plus loin, que la notion de « promotion culturelle » n'est peut-être pas tout à fait adéquate pour désigner les objectifs et modes d'interventions éducatifs que nous lui attribuerons ici. Si nous l'utilisons tout de même, c'est pour rester en continuité relative

avec le corpus théorique général dans lequel elle est déjà apparue : celui de l'éducation permanente au sens où l'ont problématisée, pour les universités québécoises, Paul Bélanger et Gaétan Daoust ³³.

Alors que ces derniers associent assez intimement la promotion culturelle et la promotion collective, notre façon de voir nous amène plutôt à autonomiser l'une et l'autre comme deux types distincts d'interventions universitaires dans le cadre nouveau d'une fonction de service à la collectivité. S'il y a, nous le reconnaissons, une complémentarité inévitable, en dernière instance, entre ces deux types d'action éducative, leur conférer une autonomie relative nous permet, à tout le moins, de mieux montrer leur nécessité et leur importance réciproque pour le développement qualitatif de la vie collective et individuelle, tout autant que de la pratique universitaire.

Diffusion du savoir et présence critique de l'Université

[Retour à la table des matières](#)

La diffusion élargie des savoirs et des informations exige le dépassement des cadres habituels de la promotion individuelle tout autant qu'elle ne peut être limitée par ceux que prévoit la promotion collective. Il existe dans la vie individuelle et sociale des espaces où connaître, apprendre, pouvoir expliquer, répondent à des besoins qui n'ont pas l'objectif de la scolarisation non plus que l'action collective pour raisons ultimes. Il y a des nécessités et des utilités rattachées à l'activité de connaissance qui jamais ne pourraient être atteintes si l'on hypothèque sans arrêt l'acte d'apprendre à des objectifs déterminés exclusivement à partir des besoins du marché du travail et des besoins d'une organisation, quelle qu'elle soit. Si, en dernière instance, tout besoin de connaissance et toute intervention éducative ont pour toile de fond

³³ BÉLANGER, P. et DAOUST, G., *L'Université dans une société éducative. De l'éducation des adultes à l'éducation permanente*, Montréal, P.U.M. 1974.

les conditions sociales d'existence et une conjoncture donnée, on ne peut, à moins d'opter pour la négation de l'autonomie relative des individus, défendre l'idée que la définition des besoins éducatifs ne passe qu'au travers des appareils, des organisations ou encore des objectifs purement économiques. Bref, dans leur existence quotidienne, les individus rencontrent des besoins d'information et de connaissance qui tout en pouvant souvent leur être complémentaires, ne seront jamais au rang des seules priorités que commandent une action collective ou une activité de formation professionnelle.

Il n'est pas question ici d'atténuer l'importance d'une fonction de service à la collectivité axée sur la promotion collective, non plus que de nier l'importance de la promotion individuelle. Il n'est surtout pas question de diminuer le caractère de nécessité et d'urgence d'actions centrées sur les objectifs de la promotion collective des classes sociales ouvrières et populaires. S'il y avait à parler de priorités, c'est bien de ce côté que les énergies principales de l'Université devraient être investies en termes de services à toute la collectivité, ne serait-ce qu'à cause de l'inégalité flagrante des classes sociales face aux pouvoirs que confère la connaissance.

La promotion culturelle est un autre projet éducatif inscrit dans une fonction de service à la collectivité qui veut répondre à des dimensions de besoins que ne peuvent atteindre la promotion collective tout autant que la promotion individuelle. La promotion culturelle veut répondre à des besoins multiples que peuvent éprouver des individus ou la collectivité sociale globale, en dehors des cadres précis que délimitent le processus de formation et de perfectionnement professionnels et l'action collective immédiate. Bref, la promotion culturelle se veut un moyen par lequel l'Université et les universitaires se donnent un rôle de diffuseurs des savoirs dans la perspective de contribuer de cette façon, avec bien entendu les limites et les conditions que cela suppose, à l'autonomie des individus dans le contexte de leurs pratiques quotidiennes.

La promotion culturelle, si l'on veut, a pour caractéristique d'être moins « fonctionnelle » dans les projets éducatifs qu'elle génère. Cela ne veut pas dire pour autant qu'elle doive ignorer la pédagogie et qu'elle se situe en marge de toute conjoncture et des conditions socia-

les d'existence de celles et de ceux à qui elle s'adresse. Mais, à quelles nécessités répond la promotion culturelle ?

Disons tout de suite que l'intervention éducative que commande la promotion culturelle cherche à répondre à la nécessité d'une plus grande circulation des connaissances et des informations parmi la population. Elle cherche à faire des productions de connaissances, des informations et des méthodes de connaissance un bien public non approprié et connu exclusivement par les spécialistes et les élites sociales qui vivent déjà des rapports de proximité avec le monde de l'Université et des sciences. La promotion culturelle a pour principe et pour guide l'utilité et la pertinence des connaissances pour l'amélioration de la qualité de la vie individuelle et sociale. La promotion culturelle véhicule aussi un projet critique et un projet de changement. Il y a, en effet, aujourd'hui peut-être plus qu'hier (?), un espace que nos modes de vie et notre type de division et d'organisation sociale ont laissé pour compte : celui de l'explication des phénomènes et celui de l'historicité. En effet, submergés par des milliers d'informations quotidiennes et vivant dans un monde où l'obsolescence des savoirs constitue la règle, il devient impossible à quiconque n'est pas outillé (et ces derniers sont nombreux) de comprendre ce qui se passe ; c'est-à-dire de saisir à la fois la dimension historique des phénomènes et de se situer par rapport à eux.

1. Contrer l'emprise du système d'information

[Retour à la table des matières](#)

Nous vivons dans un univers dominé par l'empirisme et l'immédiateté. Ainsi, il est presque devenu impossible de saisir la portée de quelque phénomène individuel ou social que ce soit autrement que sous l'angle de l'instantanéité, du miraculeux ou de la crise. Prenons ici quelques exemples :

- a) la grève est devenue un phénomène qui relève du fait journalistique quotidien. Qu'on soit d'accord ou non avec ce type et cette forme d'action collective, nous ne savons généralement rien (à moins d'y être directement impliqué) de la raison d'être dans

l'histoire du mouvement ouvrier et syndical de cette forme d'action. Pourquoi la grève plutôt qu'une autre forme d'action collective ? etc.

- b) Depuis quelques années, ce qui était renfermé dans les cercles spécialisés d'écologistes est devenu actualité quotidienne. L'écologie est devenue une problématique qui alimente l'information et l'action gouvernementale quotidiennement. L'immense majorité de la population enregistre maintenant, quotidiennement, des informations sur diverses problématiques de l'écosystème. Mais le risque est grand qu'une problématique on ne peut plus vitale pour chacun prenne l'allure d'une problématique de spécialistes et de technocrates. Bref, tout se passe comme si la pollution atmosphérique dont on souffre pourtant tous les jours, n'était en réalité qu'un problème des savants qui en sont bien souvent les créateurs. La détérioration de l'environnement devient un fait divers dont on se dit que d'autres (les spécialistes) s'occupent pour nous. Mais alors, quand on sait les enjeux politiques et économiques en cause par toutes les questions que soulève l'écologie, comment ne pas sentir l'urgence de démystifier la façon dont on maintient dans l'abstraction une problématique aussi vitale ?
- c) Aujourd'hui, tous ceux qui font office de communicateurs et de diffuseurs publics d'informations et de connaissances (journalistes, commentateurs, politiciens, etc.) sont plus que jamais des spécialistes. Sauf exception, la majorité des responsables de l'information ont abandonné toute forme de souci explicatif et critique. Indépendamment des individus, c'est tout un système et un mode de production de l'information qui est ici en cause. La course aux cotes d'écoutes et partant, à la rentabilité de l'entreprise financière que constitue l'information, contraint à l'empirisme le plus plat, à l'aseptisation des discours et bien sûr à l'absence de critique. Plus encore, c'est la dimension historique qui sort éméchée de tout cela. Hier n'existe plus. Demain, il n'en est pas question. Tout ce passe dans l'information comme s'il n'y avait rien que le présent immédiat. La majorité de la population se trouve ainsi contrainte : il y a d'une part un traitement spécialisé de l'information qui lui fait apparaître des phénomènes vi-

taux comme s'ils n'étaient pas liés à ses propres intérêts et conditions de vie, et d'autre part, tout le système d'information lui refuse l'accès à la relativisation et à la compréhension historique. S'il y a une façon de dominer et de créer la dépendance d'une population c'est bien en continuant ainsi : seuls les spécialistes peuvent alors faire office de sauveteurs et d'innovateurs. C'est de la sorte qu'on perpétue l'idée de la nécessité historique des avant-gardes intellectuelles et en même temps, c'est ainsi qu'on produit des individus et des sociétés aliénés...

D'une manière générale, la majorité des femmes et des hommes terminent très tôt leur scolarisation. Ce n'est pas l'École, non plus que l'Université, qui leur véhiculent la masse des informations et des connaissances qu'ils continueront de recevoir et d'apprendre tout au long de leur vie. Plus encore, on l'a assez écrit et dit, ces dernières années : on apprend davantage hors l'École que dans l'École. Aussi, il est loisible de penser qu'en dehors des formes d'apprentissages professionnels et techniques, l'appareil scolaire et universitaire n'a pas d'efficacité. Cependant, dans le cas de l'Université, il se passe quelque chose de particulier et de spécifique : *c'est là que se produisent des connaissances et que s'éprouvent scientifiquement des projets qui demain auront des répercussions sur la qualité de vie des individus. C'est dans l'Université et autour d'elle .que se réunissent, en dernière instance, les spécialistes et les technocrates. Aussi, cela commande-t-il une pratique dont il faut questionner la qualité démocratique.*

Si les universitaires ne doivent pas être les seuls à interroger le mode « privé » de leur fonctionnement par rapport aux besoins « publics » auxquels toute entreprise de connaissance devrait être vouée, ils doivent à tout le moins se poser la question de savoir s'ils vont continuer indéfiniment à emprisonner le savoir et les informations qu'ils produisent et possèdent.

La promotion culturelle veut être une intervention éducative par laquelle les universitaires optent pour la diffusion élargie des connaissances dont ils ont largement le contrôle. Plus encore, la promotion culturelle constitue un projet éducatif dont, aujourd'hui, la tâche première est d'introduire l'explication et la dimension de l'histoire dans le système d'information extra-scolaire auquel s'alimente globalement la

population. S'il n'y a pas là place pour une présence universitaire, il y a lieu d'interroger la qualité même de la production des universités et de la spécificité de leurs ressources.

2. Participer aux grandes problématiques et aux grands débats sociaux

[Retour à la table des matières](#)

Au Québec, qu'elle a été et quelle est la contribution de l'université et des universitaires aux débats autour de la question linguistique, du débat nationaliste, des problèmes de la qualité de la vie urbaine, des Jeux Olympiques de 1976, de la qualité de vie faite aux retraités, des services de santé, des politiques sociales, de la formation des enseignants, de la qualité des productions radiophoniques, télévisuelles et journalistiques, des politiques et législations diverses, etc... ?

De façon générale, les universitaires continuent d'aborder ces problématiques sous le signe de la privatisation, de la spécialisation fonctionnelle et technocratique. Cela n'est pas étranger à ce qui se déroule dans la société globale : chacun s'associe ou se constitue en cercle privé ou de sympathisants autour d'un objectif pour lequel il va chercher les ressources dont il a besoin. Ainsi en est-il de l'entreprise privée, au plan économique, qui commande ses recherches et s'adjoint ses intellectuels et ses scientifiques, ainsi en est-il de groupes de technocrates ou encore d'associations populaires et d'organismes ouvriers. Il y a, aujourd'hui une inclinaison, plus forte que jamais, à s'associer sur la base exclusive d'objectifs fonctionnels et privés.

Le problème ici consiste en ce que les universitaires se sont davantage associés à des groupes sociaux et économiques dominants et ont ainsi, involontairement sans doute, travaillé au renforcement de leur position. Mais, ce faisant, ils ont non seulement empêché les classes sociales les plus démunies d'utiliser pour leur profit les connaissances et outils qu'ils procurent mais, les universitaires sont aussi restés absents de la scène publique. La connaissance scientifique a été confinée aux cercles restreints des groupes déjà favorisés et partant, les univer-

sitaires sont peu intervenus pour faire l'analyse et la critique des grandes problématiques qui constituent les enjeux du développement social actuel.

Plus encore, si l'on accepte de reconnaître que le chemin de la critique conduit à l'innovation, à la recherche et à la découverte d'alternatives, il est alors possible de dire que les universitaires ont cessé, depuis longtemps, de faire de l'invention sociale !

La promotion culturelle constitue un moyen par lequel les universitaires pourront introduire dans leurs pratiques d'enseignement et de recherche, une ouverture élargie sur le champ social et ainsi se donner des modes d'intervention critique sur le développement et les pratiques diverses de la collectivité.

3. Contribuer à l'autonomisation des individus par la promotion culturelle

[Retour à la table des matières](#)

Les services d'éducation des adultes des commissions scolaires et des cégeps n'arrivent pas aujourd'hui à répondre à toutes les demandes qui leur sont adressées, tellement existent parmi la population des besoins d'apprendre qui n'ont pas d'objectifs définissables en terme de diplôme et d'action collective. L'université, de par la spécificité de ses ressources, peut contribuer elle aussi à ce besoin, sans pour autant faire ce que d'autres institutions scolaires peuvent accomplir à sa place.

Il y a, en effet, dans l'Université, des ressources et des capacités qui, à tout le moins, peuvent être complémentaires de l'action éducative que mènent d'autres institutions dans le champ de la « promotion culturelle ». L'Université, à ce chapitre, peut apporter des expertises et des connaissances que les autres institutions ne peuvent offrir de la même façon à cause de leurs limites propres. De plus, elle peut apporter une dimension multidisciplinaire et un support technique et scientifique différent, plus raffiné, parce qu'enrichi de la multitude des res-

sources documentaires et méthodologiques avec lesquelles sont quotidiennement en présence les universitaires.

Dans l'état actuel de la division institutionnelle des savoirs et du partage des « compétences », l'Université est encore l'institution éducative et scientifique qui se situe à un plan qualitatif plus élevé (ou plus « fondamental ») dans le champ de l'information et de la recherche scientifique. La question ici, n'est donc pas de rechercher quels sont les champs du savoir et de l'information pour lesquels l'Université a une capacité exclusive et originale, mais bien plutôt la façon différente, le complément ou l'apport qualitatif particulier qu'elle peut apporter dans ses réponses aux besoins éducatifs des individus.

Dans ce domaine, il faut l'admettre ici, il n'existe pas beaucoup d'exemples significatifs et mobilisateurs. En effet, il est possible de dire qu'il y a autant de place pour une intervention universitaire que pour une intervention faite par d'autres institutions sur des sujets tels que les arts plastiques, l'explication de ce qu'est le coopératisme, l'inflation, l'histoire du Québec, la manière de vivre avec les handicapés, les différents modèles de vivre la vie de couple, etc. L'une ou l'autre institution peut intervenir ici et répondre à des besoins que formulent des individus dans le but de mieux saisir le sens de leur vie quotidienne et d'en accroître ainsi la qualité. Quelle est fondamentalement, l'efficacité spécifique de l'une ou de l'autre intervention ? Cela reste à voir et à analyser sur la base d'expériences.

Mais pour nous, il subsiste le fait que nombre de besoins éducatifs interpellent des champs de compétences et de ressources que possède l'Université. Nous pensons, qu'avec leurs différences, l'Université et les universitaires doivent travailler à faire servir leurs capacités et leurs ressources à la satisfaction de ces besoins éducatifs que manifestent les individus, dans la seule perspective d'une plus grande autonomisation de leur existence individuelle et sociale.

Si les universitaires se préoccupent dans leurs travaux d'enseignement et de recherche de ces problématiques pour lesquelles il existe des besoins d'information dans la population, il nous semble qu'il y a là raison suffisante pour qu'ils entrent en dialogue et contribuent à leur manière à la satisfaction de ces demandes éducatives de plus en plus

nombreuses. Les spécificités pourront bien se démarquer à travers la pratique. Et, peut-être qu'en commençant à s'intéresser à des besoins éducatifs bien rivos à la quotidienneté des individus, les universitaires commenceront-ils à travailler plus qu'ils ne le font, sur des problématiques un peu moins technocratiques et managérielles et davantage utiles aux individus et à la qualité de leur vie sociale.

Deux exemples, toutefois, nous aideront à mieux cerner la nature spécifique d'une intervention universitaire dans le cadre d'une action de promotion culturelle ayant pour objet de répondre à des besoins « individuels » de désaliénation et d'autonomisation.

- a) Des familles, des individus vivent tous les jours dans les grands centres urbains les conséquences multiples qu'entraînent les décisions des services municipaux concernant la circulation automobile.

Ainsi, des cas l'ont déjà démontré, le changement d'une artère de circulation jusqu'alors à double sens, en un sens unique, a des conséquences nombreuses sur la qualité de vie des résidents qui habitent la zone affectée.

Non seulement cela occasionne-t-il des problèmes « d'insécurité » et « d'orientation » pour les enfants habitant la zone, mais cela affecte aussi la qualité de la vie (bruit, pollution, etc.)

Il y a dans cette problématique concrète que vivent quotidiennement des milliers de citoyens, matière innombrable à recherches et à informations.

Non seulement les universitaires ont-ils les outils méthodologiques pour en faire l'étude, mais ils ont avec eux tout l'arsenal des ressources documentaires et interdisciplinaires qui permettent d'expliquer aux individus qui en font la demande, la nature et les effets de ce qu'ils vivent à cette occasion.

La promotion culturelle passe ici par la compréhension, l'analyse et l'explication d'une problématique concrète. Mieux informés, les citoyens pourront par la suite maîtriser davantage

une situation et s'ils le désirent, mener les actions collectives pertinentes auprès de la municipalité.

- b) Dans le contexte d'un projet d'action sociale, un groupe, poursuivant par ailleurs des objectifs d'action collective, désire mettre sur pied un atelier de travail pour des personnes seules d'un centre-ville. Son objectif est ici d'initier des individus à des techniques spécifiques en vue principalement de les amener à une plus grande autonomie dans leur vie quotidienne et dans la société. Pour cela, le groupe a besoin, par exemple, de ressources universitaires spécialisées dans les arts plastiques. Si la réponse de l'Université devait ici consister à fournir le temps d'un professeur et/ou d'étudiants, la tâche ne se résumera pas par ailleurs seulement à la diffusion des techniques d'apprentissage. Si un groupe s'adresse à l'Université plutôt qu'à une autre institution, c'est que, en même temps qu'il désire une ressource compétente pour « former » à des techniques de production précises les individus avec lesquels il travaille, il demande que la ressource universitaire se double d'une capacité de recherche psychopédagogique permettant de maximiser les chances d'autonomisation des individus concernés.
- c) Il existe par ailleurs des champs spécialisés sur lesquels les universitaires ont encore les moyens de diffuser une information adéquate. Mentionnons, à titre d'exemple, les champs ultra spécialisés de la santé/maladie, des sciences juridiques, des sciences biologiques, physiques, etc. À cela s'ajoutent les expertises et connaissances combien plus poussées que mènent les universitaires avec le support de leurs laboratoires, de leurs bibliothèques et de leurs liens avec les centres scientifiques, dans presque tous les champs de la connaissance.

A cause de la division sociale et institutionnelle des savoirs et des lieux de connaissances, les universitaires ont trop longtemps vécu comme si ce qu'ils savaient et pouvaient savoir n'était pertinent et accessible qu'à des couches d'initiés. Ils ont ainsi entériné la division du savoir et laissé à d'autres la tâche exclusive d'intervenir dans des activités de promotion culturelle. Jusqu'à aujourd'hui, ce que d'aucuns par ailleurs dans l'Université considèrent comme supérieur, plus riche et

plus fondamental, n'a été accessible et communiqué qu'aux plus favorisés. Tout besoin éducatif qui ne passait pas par le cheminement spécifique requis par l'appareil de l'enseignement supérieur, était (et est) considéré comme inintéressant. On appelle alors vulgarisation tout ce qui signifie diffusion dévalorisée de la connaissance et des savoirs. Et l'Université laisse aux institutions « inférieures » la tâche d'accomplir cette mission éducative.

Il est temps, voire urgent et nécessaire, de se demander ce qui justifie pareil élitisme et pareil mépris du besoin éducatif et de la pratique éducative publique.

Conditions de la promotion culturelle

[Retour à la table des matières](#)

Pour répondre aux objectifs de la promotion culturelle, l'Université et les universitaires devront mettre en place les conditions qui leur permettront minimalement de :

1. **Déborder les lieux physiques** de l'Université par l'utilisation des mass media (journaux, radio, télévision) ; par l'utilisation de « tribunes » et des « formes publiques » de discussion et de communication : colloques, teach-in, expositions, etc.

Il convient de souligner ici, à titre d'exemple, la production réalisée au réseau de télévision TVA, par le Service d'éducation permanente de l'UQAM, au cours de l'année 1976-1977. Le Sep-UQAM a produit, à travers une forme télévisuelle et éducative qui reste bien sûr perfectible, l'une des premières séries télévisées conçues en fonction d'une diffusion, à un public large, d'informations et d'analyses sur des sujets d'actualité permanente. Ainsi, le Sep-UQAM se trouvait à combler un vide et à introduire à la télévision une dimension historique, analytique et critique généralement absente dans la manière habituelle de traiter les problématiques qui ont constitué la matière de la série télévisée. L'expérience du Sep-UQAM a su démontrer qu'il

y avait une place nécessaire, à côté de l'information quotidienne et rivée à l'immédiateté, pour une dimension explicative, didactique, critique et historique.

2. **Déborder le cadre du discours académique et savant** par l'utilisation des ressources et connaissances scientifiques dans des formes et langages accessibles, concrets, plus liés à l'expérience et à la conjoncture sans que ne soit pour autant abandonnée la rigueur.

Cela peut se faire sous diverses formes : interventions, commentaires, consultations, mémoires, articles, etc., dans les media ou ailleurs : production de matériaux « didactiques » et/ou « documentaires ».

Cela peut aussi consister, pour l'universitaire, à toujours rechercher les moyens par lesquels il pourra diffuser le plus largement possible des informations et les résultats de recherches que son travail l'amène à connaître ou à produire. Cela peut aussi consister dans la recherche des moyens pédagogiques, didactiques les plus adéquats pour éliminer, quand cela est possible, tout ce qu'il peut y avoir de mystification dans les jargons scientifiques qu'il utilise. Ainsi, par exemple, si les scientifiques avaient eu cette préoccupation, sans doute eût-il fallu moins de temps avant que les victimes de l'amiantose sachent quelle était la cause principale des maux dont ils souffraient.

D'autre part, dû au fait que les universitaires, au moins dans les secteurs des sciences de l'éducation et des communications, ont en main des instruments de connaissance, d'analyse et de critique pertinents pour évaluer la qualité des productions télévisées, il est à tout le moins étonnant que ces derniers ne soient jamais intervenus pour proposer des alternatives à la situation actuelle. Les universitaires peuvent contribuer à la promotion culturelle de la collectivité en intervenant dans ces domaines.

3. **Se donner des objets nouveaux d'analyse et d'observation** : la vie d'une collectivité est faite d'une multitude de questions qui, si elles peuvent être traitées et discutées dans une salle de

cours ou un laboratoire, n'auront jamais l'incidence sur le changement et le développement social qu'elles pourraient avoir si elles faisaient aussi l'objet de discussions ouvertes, publiques et accessibles.

Par ailleurs, le fait de ne jamais (ou presque) intervenir dans la discussion de questions d'actualité, empêche l'Université d'être à l'écoute de ce qui préoccupe, dans une conjoncture donnée, l'ensemble ou une partie de la collectivité.

Pourquoi l'Université ne se donnerait-elle pas les moyens de promouvoir parmi la population la discussion et la réflexion sur des questions qui intéressent la trame de sa vie sociale, économique, culturelle et politique et, à travers cette discussion et l'information qui lui est pertinente, travailler à la recherche d'alternatives ?

La fonction de critique et de diffusion du savoir, la promotion culturelle, s'adresse à toute la collectivité par des moyens d'interventions autres que ceux des activités régulières et créditées de l'Université.

Voilà un autre moyen par lequel peut s'accroître la présence de l'Université dans la collectivité. Voilà comment l'Université peut accomplir jusqu'au bout sa mission éducative et enfin, voilà aussi comment l'Université peut commencer à être un centre d'innovations et d'inventions sociales.

La promotion culturelle : essai de définition

[Retour à la table des matières](#)

Commençons d'abord par dire ce qui différencie la promotion culturelle de la promotion individuelle et de la promotion collective.

La promotion individuelle définit la pratique dominante et principale de l'Université en termes de réponses à des besoins de formation professionnelle initiale et/ou de perfectionnement et de recyclage en fonction d'une tâche circonscrite par le marché du travail. D'autre part, elle conduit généralement à l'obtention d'un diplôme, d'un certificat et/ou à une reconnaissance sociale équivalente. La promotion culturelle peut, elle aussi, desservir des besoins de promotion individuelle mais ces besoins ne se définissent pas en fonction d'une formation ou d'un perfectionnement et n'ont pas d'objectifs traduisibles en terme de diplômes de crédits ou de « scolarisation ». En ce sens, la « promotion individuelle » recherchée à travers une pratique éducative définie par la promotion culturelle s'inscrit dans un univers de besoins éducatifs dont la trame est fondamentalement celle des besoins liés à la vie quotidienne dans le réseau des rapports inter-personnels, le voisinage, la vie de quartier, la ville et la société globale.

La promotion culturelle est en ce sens une intervention éducative de l'Université dont l'objectif est de répondre aux divers besoins individuels que vivent les hommes et les femmes quand ils considèrent que la promotion de la qualité de leur vie quotidienne passe aussi par l'accès à des compléments/suppléments de connaissances et d'informations. A ce titre, ce n'est pas la recherche d'une meilleure place sur le marché du travail qu'ils recherchent en invoquant, dans ce cas, des besoins éducatifs, mais la recherche d'une qualité de vie et d'un état croissant d'autonomie pour lequel l'accès aux connaissances constitue un moyen de développement et d'enrichissement. Ainsi, alors que la

promotion individuelle en tant que processus conduisant à des qualifications professionnelles, concourt à communiquer des connaissances (aussi polyvalentes et multidisciplinaires soient-elles !) en vue de l'accomplissement d'une tâche spécialisée, il se passe tout autre chose du côté de la promotion culturelle. En effet, une fonction de service à la collectivité axée sur la promotion culturelle interpelle une multitude de formes et de pratiques éducatives qui s'inscrivent dans des objectifs de diffusion élargie du savoir à la population en général, en vue de répondre aux divers besoins de promotion de la qualité de la vie que viennent y chercher les individus qui composent cette population.

C'est là une distinction importante pour comprendre maintenant ce qui différencie la promotion culturelle de la promotion collective. Disons, tout de suite que la promotion culturelle, tout en ayant nécessairement pour horizon la collectivité, interpelle d'abord des individus. Ce qui n'est pas le cas de la promotion collective dont la nature est d'être axée en son origine comme en son point d'arrivée sur les besoins d'un groupe, d'un organisme ou d'une association. La promotion collective consiste en la mise en place, par l'Université, de supports pédagogiques, didactiques et matériels pertinents aux objectifs d'action que se donnent collectivement les classes sociales ouvrières et populaires. La promotion culturelle consiste, quant à elle, en la mise en place par l'université de supports pédagogiques, didactiques et matériels qui ne répondent pas d'abord à des objectifs d'action collective. En ce sens, elle parle et passe d'abord par des individus.

Bien sûr, dans la promotion culturelle comme dans toute action éducative, il faut tenir compte des conditions sociales d'existence des individus à qui l'on s'adresse et plus encore, et ne serait-ce que pour son efficacité, n'y rien faire sans qu'il y ait d'abord et pendant tout le processus, un rapport concret et dialectique entre « l'éducateur et le s'éduquant ». Aussi, faut-il le dire, il n'y a pas de promotion culturelle et d'intervention éducative efficace en ce sens, sans qu'il soit tenu compte du lieu et des conditions sociales d'existence des individus à qui elles sont destinées. Cependant, à la différence de la promotion collective, la promotion culturelle s'inscrit dans un espace plus large, moins différencié quant à des objectifs immédiats. Si la promotion culturelle peut être une activité éducative qui interpelle des besoins liés ou devant aboutir à des actions collectives, elle a cependant cette

caractéristique principale d'avoir pour unique centre de référence l'univers des besoins des individus, leurs pratiques quotidiennes et les besoins qui en émergent. La promotion culturelle, à ce titre, répond aux besoins généraux de connaissance et d'information que ressentent des individus dans l'ensemble de leur quotidienneté.

La promotion culturelle constitue une intervention éducative de l'Université et des universitaires hors-les-murs de l'institution. Elle a pour objet de diffuser des savoirs, des connaissances et des informations à la population en général dans une perspective de promotion de la qualité de vie et de participation de cette population aux diverses dimensions que comportent la vie individuelle et sociale. La promotion culturelle a pour principe et objectif que toute production de connaissances est un bien public pour lequel il faut penser la forme et les moyens par lesquels pourront se l'approprier celles et ceux qui vivent éloignés des milieux intellectuels et scientifiques. Elle dit la nécessité de déborder les cadres de l'institution scientifique et universitaire et de rechercher les moyens par lesquels, chacun suivant ses besoins, pourra compter sur l'outil que constitue le champ des ressources de l'Université.

Enfin, par la promotion culturelle, nous entendons aussi un autre mode d'intervention de l'Université dans la collectivité. Il y a, en effet, dans la promotion culturelle, une dimension qui incite l'Université à contribuer à la critique et à l'analyse des formes du développement de la société et des diverses pratiques sociales. En ce sens, la promotion culturelle invite aussi l'Université à s'engager dans la voie de « l'invention sociale » ³⁴.

Par promotion culturelle, nous entendons donc la diffusion des connaissances diverses que produit et peut produire l'Université en dehors des cercles savants et spécialisés habituels. Nous songeons à la contribution de l'Université à la recherche de modèles nouveaux de

³⁴ GLADU, P. et GODIN, M., *Conte pour demain matin*, UQAM, printemps 1975. Cet essai dont on a peu parlé lors de sa parution évoque justement la nécessité pour l'Université d'entrer dans la voie de l'invention sociale. Ce qui, pour les auteurs, constitue une façon pour l'Université de cesser d'oeuvrer dans le champ limité du curatif.

développement et de vie sociale, à l'innovation et à l'invention sociale. Nous pensons à l'intervention critique des universitaires dans les orientations et les actions que poursuivent les différentes institutions sociales. Nous entendons également la recherche et la production de moyens nouveaux de communication et de diffusion des savoirs. Nous entendons enfin l'ouverture de l'Université à la multitude des besoins éducatifs qu'ont les individus, au-delà des champs circonscrits par les horizons professionnels et économes.

L'Université favorise-t-elle la domestication, l'intégration au processus de production et de croissance économique ou bien rend-elle possible la libération des individus ainsi que le développement qualitatif de la vie sociale ? L'Université favorise-t-elle l'autonomie des individus et des groupes par l'acquisition d'un savoir-faire, par l'utilisation critique des connaissances et diverses possibilités qu'offre la technologie, pour satisfaire leurs besoins propres ou leurs aspirations, pour améliorer la qualité de leur environnement, défendre et promouvoir leurs intérêts et enfin, pour modifier leur position dans le jeu social ? L'Université concourt-elle à la désaliénation des individus et des groupes sociaux ?

La promotion culturelle constitue un autre moyen spécifique par lequel l'Université peut devenir - dans les faits - une *université ouverte* et au service de toute la collectivité. En acceptant de contribuer à des pratiques visant à la diffusion élargie des savoirs, et en se donnant les moyens d'exercer une présence critique dans la société, l'Université pourra de cette façon concourir à la désaliénation des individus et ainsi contribuer à l'amélioration de la qualité des vies individuelles et sociales.

L'Université pour qui ?

Conclusion générale

« Il y a un aveu d'impuissance, une fin de non-recevoir, face aux constats d'aliénation que nous livre l'information. Qu'y a-t-il à faire après l'émission de télévision « FORMAT 60 » ?

Pour toutes évidentes qu'elles soient, ces informations sont vite reléguées au plan de la négation ou de l'indifférence.

Pourtant nous n'avons plus le choix. La fleur qui tue nous atteint tous. C'est une question de temps. Nous devons y songer et adopter une attitude un peu plus imaginative.

Nous devons conjuguer les efforts, non seulement ceux des universitaires et des technocrates mais de ces gens qui considérés d'en haut ne sont aperçus que comme des « statistiques », des « objectifs », des « couches de consommateurs ».

Ce « conte pour demain matin » n'est qu'un réquisitoire qui veut promouvoir, la recherche de nouveaux moyens, de nouvelles actions qui puissent favoriser l'actualisation de nos potentiels, améliorer nos quotidiens... »

GODIN, MICHEL et GLADU, PIERRE,
Conte pour demain matin,
Montréal, UQAM, 1975.

[Retour à la table des matières](#)

Nous l'avons longuement démontré tout au long de cet essai : l'Université a développé peu d'activités originales et démocratiques dans le cadre de sa mission de service à la collectivité. Au contraire, la fonction de transmission des connaissances qu'elle exerce s'identifie presque totalement à la formation professionnelle initiale (incluant le perfectionnement professionnel, qui « fait lui-même l'objet, en général, d'un traitement semblable à celui de l'acquisition initiale de cette compétence » ³⁵).

L'on pourra répondre que l'Université est là pour répondre aux besoins de toutes les catégories sociales, et qu'elle n'est aucunement fermée, en principe, à l'idée de développer des programmes répondant aux besoins de collectivités non desservies à l'heure actuelle. C'est vrai. Mais nous constatons que dans certains domaines où elle est profondément intéressée, par exemple le perfectionnement des professionnels, elle adopte une attitude dynamique, s'implique très activement dans des consultations auprès des groupes visés et se montre prête au besoin à adapter ses programmes. Une telle attitude contraste avec l'attitude passive qu'elle manifeste aux organismes du milieu, si bien qu'en pratique elle maintient ses activités auprès de clientèles déjà desservies, sans ouvrir ses portes à d'autres catégories sociales qui ont, elles aussi, des besoins bien précis auxquels elle peut répondre.

La recherche universitaire et les réalités du milieu

[Retour à la table des matières](#)

Au départ, force nous est de constater que la recherche scientifique a trop souvent ignoré la réalité des problèmes vécus par les collectivités négligées à l'heure actuelle par l'Université. Comme le signalait si justement le C.O.R.U. :

³⁵ DAOUST, Gaétan et BÉLANGER, Paul, *L'Université dans une société éducative. De l'éducation des adultes à l'éducation permanente. Étude* commanditée par la CREPUQ et le Conseil des Universités du Québec, Montréal, P.U.M., 1974, p. 131.

« Si tant de recherches sur les problèmes d'action et de développement social ne dépassent pas le niveau de la réflexion abstraite, c'est que nombreux sont les chercheurs qui ne connaissent point de façon suffisamment approfondie les milieux qu'ils étudient. L'on aura besoin de toute évidence, en recherche orientée, d'un nouveau type de chercheur qui sache faire une oeuvre utile, tout en restant scientifique. L'apprentissage de cette fonction peut être difficile pour bon nombre d'universitaires que l'on a habitués jusqu'ici à exercer le rôle de « critiques du système » ou « d'experts consultants » (faux modèles de scientificité empruntés l'un à la philosophie, l'autre à l'ingénierie). Il conduit bien sûr à remettre en question les statuts et les comportements acquis. Il rendra parfois plus difficiles mais sûrement plus saines les relations avec les bailleurs de fonds et les utilisateurs de la recherche. » ³⁶

L'on ne peut blâmer les chercheurs pour cette déficience car ils ne vivent pas dans ces milieux et ne les connaissent pas. Trop souvent, leur formation académique ne les y a aucunement préparés, car elle ignore ces milieux. Cela produit ainsi une lacune grave dans la mission d'enseignement de l'Université.

Le C.O.R.U. enchaîne en affirmant que :

« Les sciences sociales, ici comme ailleurs, ont privilégié jusqu'à ce jour l'étude des phénomènes historiques et culturels. L'acuité et la multiplicité des besoins contemporains les obligent à assumer des fonctions d'intervention et de développement. Les chercheurs doivent donc accroître l'efficacité de leur démarche : ils sont appelés à travailler davantage avec les scientifiques d'autres disciplines ; il leur faudra aussi sortir davantage de leur laboratoire, entrer en contact et œuvrer avec les citoyens, les praticiens et les clientèles des services, pour bien connaître les problèmes du milieu et en saisir les aspects réellement pertinents. Nous avons la conviction que ce souci d'une plus grande efficacité ne peut compromettre aucunement, en principe, la qualité de leur recherche. Au contraire, les travaux d'application, s'ils sont bien menés, seront féconds en enseignements théoriques et

³⁶ Comité sur les objectifs de la recherche universitaire (C.O.R.U.) : *Rapport à la commission de la recherche universitaire*, Québec : Conseil des Universités, 1974, p. 69.

pratiques, et renforceront davantage le caractère expérimental de leur discipline ». ³⁷

Si l'Université veut donc mieux s'acquitter de ses fonctions actuelles de recherche et d'enseignement, elle devra, en tant qu'institution inventer les mécanismes de support spécifique pour le développement de la fonction de service à la collectivité. Elle ne peut s'en remettre à la seule bonne volonté des universitaires, car comment assurer alors le développement institutionnel équilibré de cette fonction par rapport à l'enseignement et à la recherche, dans un contexte où celle-ci existe à peine à l'heure actuelle ?

L'Université doit élargir ses horizons et ses objectifs pour mieux servir la société et, en particulier, les collectivités non desservies. Une telle affirmation nous renvoie à la situation d'inégalité sociale entre les *citoyens ordinaires* d'une part et les agents économiques et gouvernementaux d'autre part. L'Université a la responsabilité de rendre accessible à ces citoyens la documentation et les résultats de recherche dont elle dispose

« En particulier, il est des besoins évidents de diffusion et de vulgarisation des connaissances dont nous avons trop peu tenu compte. L'on ne peut manquer d'observer que les chercheurs universitaires sont un peu absents des grands débats en cours. Le seul fait que la science ne craigne point, le cas échéant, de travestir ses résultats, appelle pourtant l'intervention des scientifiques. Là où ceux-ci sont absents, comme le remarquait un chercheur un peu désabusé, ont tôt fait d'apparaître les charlatans.

Ce devrait donc être l'un des devoirs premiers du chercheur dont les travaux ont une dimension appliquée, que de mettre à la portée de plus grand nombre de citoyens les résultats de sa recherche. Cela non seulement par souci de mieux contribuer à l'application des connaissances, à l'éducation des personnes et des groupes et à l'enrichissement de la culture, mais aussi, dans bien des cas, pour protéger certaines normes de vie démocratique et certains idéaux collectifs qui paraissent être objectivement menacés.

Les universitaires, plus que les scientifiques du milieu gouvernemental ou industriel, ont sur ce plan des responsabilités particulières. Ils ne peuvent

³⁷ Ibid, p. 69.

simplement abandonner à leurs bailleurs de fonds des résultats de recherche destinés bien souvent à forger de nouveaux instruments de « rationalisation » et de « manipulation ». Ce serait bien mal justifier aux yeux de la collectivité les privilèges dont ils jouissent. »³⁸

Les milieux ouvriers et populaires ont souvent déploré le fait que l'Université canalisait les impôts provenant de leur travail vers une élite déjà favorisée. Afin d'obtenir des pouvoirs publics les ressources accrues dont elle a besoin pour s'acquitter de l'ensemble de ses responsabilités, l'Université devra être en mesure d'établir clairement et par des réalisations concrètes qu'elle constitue bien un service pour l'ensemble de la collectivité.

Si nous acceptons le principe de la mission de service à la collectivité de l'Université, il reste à en préciser les conditions et les modalités d'application.

La spécificité de l'intervention universitaire

[Retour à la table des matières](#)

Dans toute intervention de l'Université auprès d'un groupe et de la collectivité en général, la première condition requise est la reconnaissance de la spécificité de chacun et le respect de son indépendance. Ils sont maîtres de leur démarche d'action et de leur démarche cognitive. Ce sont eux qui connaissent le mieux leurs besoins de recherche et de formation et ils sont les mieux placés pour les définir.

L'Université n'est pas un groupe populaire et elle est loin des « citoyens ordinaires ». Elle n'a donc pas à se substituer à eux au niveau de l'action collective. Son apport en est un, avant tout, de documentation, de recherche, de formation et d'information. Mais, qu'est-ce qui serait proprement « universitaire » comme intervention à la fois dans l'axe de la promotion collective et dans celui de la promotion culturelle ?

³⁸ Ibid, p. 71.

Sans répondre de façon définitive et exhaustive à une telle question, soulignons quelques voies de réflexion :

- Recherche fondamentale et appliquée requérant des chercheurs de niveau universitaire.
- Formation avancée dont les contenus, ou à tout le moins le niveau, s'apparentent à ceux offerts à l'Université, ou que seuls des professeurs d'Université sont en mesure d'offrir adéquatement, compte tenu de la nécessité d'une recherche préalable.
- Formation de formateurs et de responsables de la formation.
- Participation à l'élaboration et à l'expérimentation de nouveaux programmes de formation.
- Évaluation de projets de recherche ou de formation.
- Recherches de nouvelles pédagogies et de nouveaux modes de communication des savoirs.
- Diffusion élargie de connaissances et d'informations que, dans la division institutionnelle actuelle des savoirs et des « compétences », les universités sont les seules à pouvoir faire.
- Diffusion (vs privatisation) des recherches et des informations.
- Recherches d'alternatives et interventions critiques sur des problématiques conjoncturelles et/ou à long terme intéressant la qualité de vie des individus et de la collectivité.
- Production de dossiers et documents pertinents à l'action de groupes ou pouvant servir de support à l'autonomie et à la désaliénation des individus.
- Interventions éducatives dans les media (radio, télévision, journaux, etc.), colloques.

En dépit de la diversité des situations, l'Université ne devra faire preuve d'aucun paternalisme et devra accepter de collaborer avec les groupes sur la base d'une égalité, en respectant leur indépendance. Cela devra aussi guider toutes ses interventions dirigées vers des collectivités plus larges.

Le même principe prévaut au moment de la démarche de recherche ou de toute élaboration de modalités pédagogiques et de contenus : l'Université ne doit pas s'ériger en seule détentrice du savoir, mais elle doit rompre son isolement et collaborer sans arrêt avec les gens du milieu pour adopter une dynamique qui soit adaptée aux besoins des groupes ou de la collectivité élargie qu'elle vise à atteindre.

L'impact du « service à la collectivité » sur l'Université

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons suffisamment souligné l'impact du développement de la mission de service à la collectivité sur l'Université sans qu'il ne soit nécessaire d'insister longuement là-dessus :

- Meilleure connaissance du milieu par les universitaires, et donc une recherche plus pertinente, davantage enracinée dans le réel. Cela consoliderait le caractère scientifique de leurs productions ;
- Revalorisation du caractère interdisciplinaire de la recherche suite au type de demandes que formuleront les organismes du milieu et du type de démarche que ces demandes impliqueront ;
- Enseignement universitaire davantage axé sur une compréhension des problèmes sociaux et sur le développement de l'aptitude des étudiants à y faire face éventuellement ;
- Revalorisation des dimensions pédagogiques de l'enseignement, etc.

Sur ce dernier aspect, l'on peut se référer par exemple à une étude récente du Bureau International du Travail :

« Pour ceux qu'intéresse davantage la pédagogie (ou l'andragogie), là encore les critiques que bien des étudiants formulent aujourd'hui à l'égard des cours donnés à l'Université viennent appuyer la thèse selon laquelle l'éducation ouvrière peut améliorer dans une large mesure les méthodes des professeurs d'universités. Au fur et à mesure que les universités recherchent à grand-peine des techniques d'enseignement plus acceptables, elles font de plus en plus d'emprunts aux méthodes utilisées depuis bien longtemps dans l'éducation ouvrière telles que l'attention accordée à chacun individuellement, les activités de groupe et l'adaptation des cours aux étudiants. C'est aux Etats-Unis que l'on trouve le plus d'exemples à cet égard, mais il est intéressant de lire sous la plume de M. Moon Young Lee, directeur de l'Institut de recherche et d'éducation des travailleurs de l'Université de Corée : « Les professeurs d'université qui enseignent aux ouvriers ont changé considérablement leur façon de voir et leur attitude, si bien que le contenu des cours normaux qu'ils donnent à l'Université a lui aussi considérablement évolué ». ³⁹

Enfin, il importe de souligner combien la reconnaissance effective, officielle et concrète de sa mission de service à la collectivité peut constituer pour l'Université un moyen d'échapper à l'emprise grandissante de l'économisme, du fonctionnalisme et du « professionnalisme » qui envahit, aujourd'hui plus que jamais, les champs institutionnalisés de la recherche, de la pratique scientifique et de l'éducation en général.

Trop d'exemples le démontrent : c'est dans la mesure où l'Université et les universitaires diversifieront leurs points d'entrée et de rapports avec le milieu social global qu'ils garantiront - et ce n'est pas une mince affaire - la qualité scientifique de leurs entreprises. À trop répondre à des besoins définis exclusivement par les mêmes milieux (gouvernementaux, privés, professionnels), l'on finit tôt ou tard par oublier que la démarche scientifique nécessite des ruptures épistémologiques tout autant qu'une position critique. La force de l'habitude risque de gagner l'univers des savants et des universitaires au point de

³⁹ Bureau International du Travail, *Le rôle des Universités dans l'éducation ouvrière*, Genève, BIT, 1975, p. 108.

leur faire oublier, au bout du compte, que lorsqu'ils invoquent, en dernière instance, la réalité, c'est de la réalité objective de leurs interlocuteurs privilégiés qu'il s'agit. Ainsi par exemple, l'on multipliera les recherches sur la façon de rentabiliser un message publicitaire, mais l'on omettra d'interroger comment les contenus véhiculés par la télévision (dans les téléromans par exemple) servent de support idéologique aux contenus publicitaires pour lesquels on aura déployé tout l'arsenal des théories et pratiques de la psychologie, de la sociologie et de la communication. Il y a dans cette dynamique contemporaine des rapports privilégiés entre milieux scientifiques (spécialisés) et « milieux économiques », une servilité (involontaire, bien sûr) qui devrait amener plus d'un universitaire et plus d'un scientifique à interroger la qualité même de ses prétentions à l'objectivité et à la scientificité. Mais, plus encore, il y a là, matière à interroger les risques grandissants d'une sclérose de la découverte, de l'invention et de l'innovation dans le champ même de la vie individuelle tout autant que collective.

Happés et accaparés par les appareils étatiques, gouvernementaux, technocratiques, professionnels et économiques de la société, nous sommes en train d'asservir la pratique scientifique institutionnelle et la pratique éducative elle-même à des impératifs tellement fonctionnels que nous tuons dans l'oeuf toute possibilité d'alternatives, d'inventions et d'imagination. Nous sommes en train de momifier la vie et nos modes de fonctionnement sociaux avec le support technique, informatique et scientifique de nos pratiques et productions universitaires.

Peut-être est-il temps de recommencer à se poser des questions sur la finalité des pratiques scientifiques et universitaires ? En tout cas, il y a lieu, plus que jamais, de questionner les orientations actuelles, par trop exclusives, de l'enseignement, de la recherche et de l'ensemble des pratiques universitaires, en posant de nouvelles priorités. Les axes que dessinent la promotion collective et la promotion culturelle nous semblent, à tout le moins, ouvrir la porte à de nouvelles voies aux universités et aux universitaires.

Il n'est pas besoin de dire - au moment de mettre le point final à cette réflexion sur l'Université - combien les pistes que nous avons suggérées continuent d'avoir un contour souvent imprécis et même incomplet. Mettre en question la pratique universitaire et lui proposer

des alternatives, n'est pas chose simple et encore moins habituelle. Comme l'écrivait déjà, Jean-Guy Meunier, les universitaires ont davantage l'habitude de parler sur la pratique des autres que sur la leur propre ⁴⁰. Nous avons simplement voulu désigner des pistes, ouvrir le champ d'une parole ou d'un discours qui prend l'Université et ses pratiques pour objet. Si cela peut constituer une amorce, il faut ajouter que cela répond à une nécessité et à une urgence qu'on ne pourra ignorer indéfiniment, non plus que réduire à des problèmes de « conscience ». Il y a une masse d'hommes et de femmes pour qui l'accès aux « savoirs nécessaires » est empêché par la reproduction et la perpétuation de pratiques universitaires, scientifiques et intellectuelles qui continuent de l'ignorer. Et pour cela, l'Université et les universitaires doivent prendre des décisions et entreprendre des actions. La mise en place par l'Université des supports rendant possible l'exercice réel d'une fonction de service à toute la collectivité par les moyens spécifiques de la promotion collective et de la promotion culturelle, constitue pour nous, après expérience, la voie à suivre.

Il ne s'agit plus pour les universitaires d'édifier encore plus solidement les bases d'une espèce d'épistémocratie dans laquelle l'histoire les a jusqu'ici maintenus. Pour des raisons qui tiennent à la fois, à la conjoncture actuelle du développement social et de la politique scientifique, aux règles et aux besoins de la recherche et de l'invention scientifique et sociale, au caractère public de l'institution, l'Université et les universitaires ont pour tâche de penser et de produire non seulement les moyens par lesquels ils ne deviendront pas des lieux et des êtres « ravalés » par les seuls milieux dirigeants de la société mais aussi des lieux inutilisés et inutilisables par l'ensemble de la population et tout particulièrement par les classes sociales ouvrières et populaires.

A cause même du rôle que joue la connaissance dans nos sociétés, la transmission et la diffusion du savoir devient pour l'Université une activité dont l'impact social et la portée stratégique sont indéniables. L'Université est un lieu social et public dont la richesse et les potentialités seront de plus en plus à la mesure des rapports qu'elle entretiendra avec l'ensemble de la collectivité. Finalement il n'y a pas de rai-

⁴⁰ MEUNIER, Jean-Guy, « Consommer ou apprendre à l'Université », *revue des Sciences de l'éducation*, documents, série 4, Montréal, 1976, p. 8.

sons, autres qu'élitistes et/ou despotiques, de maintenir les règles du jeu qui ne permettent qu'à une catégorie de privilégiés, les moyens d'accès et d'utilisation des savoirs, des informations, des techniques et des méthodologies.

Malheureusement, cette façon de faire n'est pas partagée exclusivement par les universitaires. Elle est bien souvent l'attitude profonde de tous les travailleurs intellectuels pour qui l'action éducative ignore la dynamique du pédagogique.

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

ACKERMANN, W. et DULONG, R., « Un nouveau domaine de recherches : la diffusion des connaissances scientifiques », *Revue Française de Sociologie*, Paris, 1971.

AGNES, GAUSSEN, HERZLICH, « Les universités dans leurs régions, » *Le Monde de l'Éducation*, no 29, Paris, juin 1977.

ATTALI, Jacques, *La parole et l'outil*, Paris, P.U.F., « Économie et Liberté », 1976.

BÉLANGER, Paul, « La contre-réforme des années 1970, une réaction aux concessions socio-démocrates de la décennie précédente », Montréal, Institut canadien d'éducation des adultes, 1976, ronéotypé.

BÉLANGER, Paul et DAOUST, Gaétan, *L'Université dans une société éducative. De l'éducation des adultes à l'éducation permanente*, étude commanditée par la conférence des recteurs et principaux des universités du Québec et le conseil des universités du Québec, Montréal, P.U.M., 1974.

BLONDIN, Michel, « L'Université et les milieux populaires », in BELANGER et DAOUST *L'Université dans une société éducative. De l'éducation des adultes à l'éducation permanente*, vol. II. Montréal, 1974.

BONIN, J. et DUCHASTEL, J., « La vie privée et la vie publique », in LAMARCHE, RIOUX, SEVIGNY, *Aliénation et idéologie dans la vie quotidienne des montréalais francophones*, tome II, chapitre VIII, Montréal, 1973.

BOURDIEU, Pierre, et PASSERON, Jean-Claude, *La reproduction, étude pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Minuit, « Le sens commun », 1970.

BRUNET, Roland, *Une école sans diplôme, pour une éducation permanente*, Montréal Hutubise/HMH, Col. « psychopédagogie », 1976.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (B.I.T.), *Le rôle des universités dans l'éducation ouvrière*, Genève. 1975.

BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL (B.I.T.), *Symposium on the role of universities in Worker's Education*, Genève, 19-28 novembre 1973.

CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT DU QUÉBEC, *École et lutte de classes au Québec*, Québec, 1977.

CONSEIL DES UNIVERSITÉS, *Rapport à la commission de la recherche universitaire*, Comité sur les objectifs de la recherche universitaire, Québec, 1974.

DULUDE, Yves, GLADU, Pierre, ROUTHIER, Robert et LIZÉE, Michel, *La Mission de « Service à la collectivité »*, document de travail préparé à l'intention du Conseil des Universités du Québec, avril 1977, ronéotypé.

DUFRESNE, Jacques, « L'enseignement supérieur aux États-Unis » revue *Critères*, no 20, Montréal, 1978.

EN COLLABORATION, « Formation continue : éducation permanente », revue *Culture et Liberté*, Nogent-sur-Marne, 1975.

EN COLLABORATION, *Nos enfants feront-ils mieux que nous ?* Montréal, I.C.E.A., 1977.

FAURE, E., *Apprendre à être*, Commission Internationale sur le développement de l'éducation de l'UNESCO, Paris UNESCO/FAYARD, 1972.

FERNANDEZ, J., *L'Université et les milieux populaires ; perceptions et attentes*, Montréal, Faculté de l'éducation permanente. Université de Montréal, 1975.

FREIRE, Paulo, *Lettres à la Guinée-Bissau sur l'alphabétisation*, Paris, Maspéro, 1978.

FREIRE, Paulo, *Pédagogie des opprimés*, Paris, Petite collection Maspéro, 1974.

FREIRE, Paulo, *L'éducation : pratique de la liberté*, Paris, éditions du Cerf. 1971.

GASS, J.R., *L'éducation récurrente : une stratégie pour une formation continue*, Paris, CERI, 1973.

GELPI, E., « Syndicats et éducation : lignes et tendances », revue *Pour*, no 42, Paris, Unesco, 1975.

GLADU, P. et GODIN, M., *Conte pour demain matin*, Université du Québec à Montréal, Vice-rectorat à l'enseignement et à la recherche, Montréal, 1975.

GODBOUT-MARTIN, *Participation et innovation. L'implantation des centre locaux de services communautaires et les organismes communautaires autonomes*, E.N.A.P. et I.N.R.S.-Urbanisation, Université du Québec, 1974.

I.C.E.A. *La formation professionnelle en question*, Montréal, 1976.

LAFLEUR, Guy, *La promotion culturelle collective des classes défavorisées*, 2e édit., Montréal, I.C.E.A., mai 1975.

LAMARCHE, Yves, RIOUX, Marche, SEVIGNY, Robert, *Aliénation et idéologie dans la vie quotidienne des montréalais francophones, Positions sociales et idéologies*, collectif de recherche en sociologie urbaine, Montréal, P.U.M., 1973.

LAMONTAGNE, Maurice, *Une politique scientifique canadienne*, rapport du comité sénatorial de la politique scientifique, Ottawa, Information-Canada, 1971.

LEBEAU, J.-M., « Le travail, élément de l'éducation », revue *Prospective*, vol. II, nos 2-3, Montréal, avril-juin 1975.

LECLERC, Jean-Claude, « L'Université et le bénévolat », compte-rendu dans le journal *l'UQAM*, Université du Québec à Montréal, vol. III. no 12, 2 mai 1977.

LECLERC, Mariel et DUMAS, Suzanne, *Cent quatorze professeurs parlent de l'enseignement à l'université*, Québec, Université Laval, 1972.

LIZÉE, Michel, *L'Université face à la formation syndicale*, Rapport de recherche soumis à l'UQAM, Montréal, mars 1973.

LIZÉE, Michel, *L'Université face à la formation syndicale. Contenus et hypothèses de financement*. Service de l'éducation permanente, UQAM, janvier 1974.

MEUNIER, Jean-Guy, « Consommer ou apprendre à l'université », *Revue des Sciences de l'éducation*, documents, série 4, Montréal, 1976.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, *Rapport G.T.X.*, direction générale de l'enseignement collégial, Gouvernement du Québec, 1975.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, *Stratégies triennales d'allocation des ressources pour le réseau universitaire (1978-1981)*, direction générale de l'enseignement supérieur, Gouvernement du Québec, 1977.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, *Document de consultation*, Commission d'étude sur les universités, Gouvernement du Québec, 1978.

MINISTÈRE DE LA MAIN-D'OEUVRE ET DE L'IMMIGRATION, *Programmes de main-d'œuvre au Canada : la formation de la main-d'œuvre*, Gouvernement du Canada, Ottawa, Information-Canada, 1975.

MINISTÈRE DES AFFAIRES CULTURELLES, *La politique québécoise du développement culturel*, Gouvernement du Québec, 1978.

MONIÈRE, Denis, *Le développement des idéologies au Québec, des origines à nos jours*, Montréal, Québec/Amérique, 1977.

OCDE, « Les réformes scolaires au Canada, l'OCDE note l'absence d'une conception de l'avenir du pays », Montréal, *Le Devoir*, cahier 2, p. 9, le 20 août 1976.

OCDE, *Politique d'éducation pour la décennie 1970-1980*, Paris, 1971.

OCDE, *La situation de l'enseignement dans les pays de l'OCDE*, Paris, 1974.

PASSERON, Jean-Claude, « Présentation » dans Richard Hoggard, *La culture du pauvre, étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit, 1970.

RAYNAULD, André, « Université et développement : » discours prononcé lors du colloque des universités et collèges du Canada, Ottawa, le 5 mai 1976.

ROBILLARD, Michel, *Perspective d'évolution des inscriptions à l'Université du Québec*, Service de la recherche institutionnelle, Université du Québec, Québec, juillet, 1976.

UNESCO, *Projet de plan à moyen terme (1977-1982)*, document 19 c/4. « Éducation », Paris, 1976.

UNESCO, *L'éducation des adultes dans le contexte de l'éducation permanente*, document de la troisième conférence internationale sur l'éducation des adultes, Tokyo, 1972.

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, *Les étudiants adultes : un phénomène marginal ?* Montréal, Faculté de l'éducation permanente, bureau de la recherche, 1977.

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL, *Statistiques sur la clientèle étudiante à l'UQAM*, Montréal, bureau du registraire, 1976.

Fin du texte